

RECUEIL D'ANALYSES & DE CHRONIQUES

Afghanistan

La Fracture du Monde

*Gouvernance, terreur, gynocide, sanctuaire du jihad,
embrasement régional, résistance et diaspora :
soixante regards sur une crise qui ne finit pas*

2025 — 2026

8 PARTIES · 60 ARTICLES · ANALYSES & TÉMOIGNAGES

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'Afghanistan, angle mort du monde	5
------------------------------------	---

I – UN RÉGIME QUI DÉTRUIT TOUT

L'incapacité de gouverner des talibans	7
La talibanisation du vide	8
Point de situation décembre 2025	10
Mise à jour sécurité mai 2025	12
La criminalité a augmenté de 60 %	13
Massacres ethniques au Panjshir	14
Une stratégie ethnique assumée : le Badakhshan	15
Travail et chômage en Afghanistan	16
Pillage et ressources minières bradées	17
La militarisation de l'eau	18
Quand les talibans détournent le Coran	19
Talibans et Khmers rouges : deux totalitarismes	20

II – L'ÉDUCATION SACRIFIÉE & L'ENFANCE BRISÉE

Éducation sacrifiée, idéologie renforcée	22
L'Afghanistan sous l'empire des madrassas	23
Comment nos enfants grandissent sous les talibans	24
Les talibans et les enfants travailleurs : Badam Bagh	25
Les enfants : 50 % des décès du séisme de Kunar	26
Les enfants afghans et les exécutions publiques	27

III – LE GYNOCIDÉ : LÉGALISER L'EFFACEMENT

Le gynocide afghan : un crime en cours	29
Répression systématique des femmes	31
Les talibans introduisent un nouveau code pénal	32
Le règlement pénal légalise l'esclavage et la violence	33
La violence domestique légalisée par les talibans	34
La terreur sous le voile	35
Lia n'a pas été tuée par le tremblement de terre	36
Le droit international en costume de scène	37

IV – SANCTUAIRE DU TERRORISME MONDIAL

Afghanistan : le cœur battant du terrorisme mondial	39
Le triangle du terrorisme : Talibans, AQ et EI-K	40
Le puzzle terroriste : évaluation des réseaux	41
Les cellules dormantes en Asie centrale	42
Le TTP construit des drones de combat à Logar	43
Alliances narco-terrorisme et cartels internationaux	44
Le terrorisme en Afghanistan : situation au 5 février 2026	44

Les talibans échouent à contenir le radicalisme	46
V — L'EMBRASEMENT PAKISTAN-AFGHANISTAN	
L'affrontement entre l'Afghanistan et le Pakistan	46
Escalade entre le Pakistan et l'Afghanistan	47
Le Pakistan déclare une « guerre ouverte »	48
Guerre ouverte, calculs dangereux, piège régional	48
Le Pakistan renverse la table	49
Le Pakistan cherche de nouveaux proxies	49
Islamabad, capitale inattendue de la paix	50
VI — LE GRAND JEU RÉGIONAL	
Afghanistan 2025 : le pion du nouveau « Great Game »	52
La traque transnationale des opposants afghans	52
L'axe Kaboul-Téhéran	53
Les minorités iraniennes, clé du sort du régime	53
Comment l'unité occidentale se fracture discrètement	54
VII — LA RÉSISTANCE SE RECOMPOSE	
Le point de vue d'un initié : la lutte contre les talibans	56
Attaques des fronts de la résistance	56
L'AFF appelle à un processus politique international	57
Pourquoi le Front de la Liberté refuse la négociation	57
Sans allié mais sans compromission	58
La recomposition de l'opposition afghane	59
Vienne, Cambridge, Europe : une opposition nouvelle	59
Feuille de route de transition politique	60
Islamabad et l'opposition afghane	60
L'ombre de Lawrence : renverser les talibans	61
VIII — LA DIASPORA ET LES RÉPONSES INTERNATIONALES	
La diaspora afghane, dernier espace politique libre	63
L'influence de la diaspora : réseaux et lobbying	63
Les talibans sur la liste terroriste de l'UE	64
Rapport pour une classification terroriste par l'UE	65
CONCLUSION GÉNÉRALE	
L'Afghanistan nous regarde	66

L'Afghanistan, angle mort du monde

En août 2021, les derniers soldats américains quittaient l'aéroport de Kaboul sous la pression des talibans. En quelques heures, les images du monde entier montraient des milliers d'Afghans agrippés aux trains d'atterrissage des avions militaires en décollage — prêts à mourir plutôt que de rester. Puis le monde détourna le regard. L'Afghanistan disparut des écrans, glissa dans l'ombre des urgences concurrentes, fut classé parmi les crises « gelées » et les dossiers trop douloureux pour être regardés en face.

Ce recueil est né d'un refus : celui de regarder ailleurs. Les soixante articles réunis ici ont été écrits entre 2025 et 2026, soit quatre ans après la chute de Kaboul. Quatre ans pendant lesquels les talibans ont consolidé leur emprise, réécrit les lois pour y inscrire l'esclavage, effacé les femmes de la vie publique, transformé un pays en sanctuaire pour des dizaines de groupes terroristes, pillé les ressources naturelles, et déclenché une guerre ouverte avec le Pakistan. Quatre ans pendant lesquels le monde — occupé par l'Ukraine, Gaza, les tensions en Asie pacifique — a progressivement normalisé l'anormal.

Ces textes ne forment pas un manuel académique. Ils constituent ce que l'on pourrait appeler des *chroniques de l'immédiat* : des analyses, des enquêtes, des rapports de terrain, des prises de position rédigées au fil des événements, par des chercheurs, des journalistes, des militants, des anciens soldats, des juristes et des témoins directs. Ensemble, ils offrent une image dense, multidimensionnelle et impitoyable de ce qu'est réellement l'Afghanistan en 2025-2026.

La structure de ce recueil suit une logique concentrique — des réalités intérieures les plus quotidiennes vers leurs répercussions mondiales. La première partie dresse le tableau d'un régime incapable de gouverner mais capable de détruire méthodiquement. La deuxième s'arrête sur la tragédie des enfants et de l'éducation. La troisième affronte la question du gynocide — terme qui dérange mais qui nomme avec précision ce que les talibans font aux femmes depuis leur retour au pouvoir. La quatrième analyse la transformation de l'Afghanistan en épice mondial du terrorisme. La cinquième documente l'embrasement Pakistan-Afghanistan et ses résonances régionales. La sixième cartographie le nouveau grand jeu géopolitique dont l'Afghanistan est l'enjeu. La septième se tourne vers l'espoir : la résistance afghane qui se recompose. La huitième, enfin, interroge les réponses de la communauté internationale — leurs silences, leurs compromis, mais aussi les leviers encore disponibles.

Un fil rouge traverse tous ces textes : l'idée que l'Afghanistan n'est pas une tragédie lointaine mais un révélateur. Révélateur de ce que font les régimes totalitaires quand on les laisse s'installer. Révélateur de ce que valent nos engagements en matière de droits humains quand ils sont mis à l'épreuve du réel. Révélateur, enfin, de la capacité — ou de l'incapacité — de la communauté internationale à affronter ses propres échecs.

Ce recueil est offert à tous ceux qui refusent l'oubli. Et à ceux qui, en Afghanistan, attendent encore que le monde se souvienne qu'ils existent.

PARTIE 1

Un régime qui détruit tout

*Les services publics s'effondrent, la criminalité
explose, des minorités sont massacrées, les
ressources bradées. Ce n'est pas un retour à
l'ordre — c'est l'institutionnalisation du chaos.*

12 ARTICLES

L'incapacité de gouverner des talibans

Derrière le discours de stabilité, une réalité que les talibans ne peuvent pas cacher : des districts entiers sans école, sans eau potable, sans soins. Des habitants de Kandahar à Kaboul témoignent d'un abandon total par le pouvoir.

Dans le district de Registan, au sud de la province de Kandahar, les habitants décrivent des années de négligence qui les ont privés de tout accès aux services de base. Il n'y a ni clinique de santé, ni école. Les familles sont contraintes de parcourir de longues distances pour obtenir les soins les plus élémentaires. Les pénuries d'eau et les sécheresses récurrentes frappent durement les moyens de subsistance dans cette région où des millions de familles dépendent de l'élevage et de l'agriculture.

« Il n'y a pas de clinique, pas d'école, aucune infrastructure. L'isolement ne fait qu'aggraver les choses. »

— Sardar Majid, habitant du district de Registan

À Kaboul, la crise de l'eau illustre l'incompétence structurelle du régime. Les habitants dépendent entièrement de camions-citernes mobiles dont la qualité est incontrôlée. Le Comité international de la Croix-Rouge avertit qu'environ 33 millions de personnes en Afghanistan n'ont pas accès à une eau suffisante. Des médecins alertent sur les risques de choléra, de diarrhée sévère et de parasitoses liés à cette eau non conforme, tandis que le ministère taliban de l'Énergie et de l'Eau a enregistré 225 sociétés de purification sans préciser comment elles sont surveillées.

LA SUPPRESSION SYSTÉMATIQUE DES FEMMES FONCTIONNAIRES

Le ministère des Finances taliban a annoncé l'arrêt des paiements aux employées assignées à domicile — des femmes exclues du travail par décret et qui recevaient jusqu'alors une maigre indemnité mensuelle de 5 000 afghans. Les talibans prévoient de les remplacer définitivement par des membres masculins de leur famille. Cette décision illustre la logique du régime : non seulement exclure les femmes de l'espace professionnel, mais faire peser le coût économique de cette exclusion sur les familles elles-mêmes.

La talibanisation du vide

Trois ans de pouvoir sans gouvernance. Les talibans ont remplacé l'État par une idéologie, les services par la peur, le développement par l'immobilisme. Ce texte analyse la nature de ce « vide » qui s'étend sur l'Afghanistan comme une paralysie.

Depuis trois ans, les talibans gouvernent un pays qu'ils ne savent ni administrer, ni financer, ni faire vivre. Leur victoire militaire s'est muée en impasse politique. L'émirat qu'ils ont rétabli repose sur une illusion : celle qu'un pouvoir religieux, armé et fermé sur lui-même pourrait diriger un État moderne sans compétences, sans partenaires et sans peuple libre. À mesure que le temps passe, cette illusion se fissure. Ce n'est plus un régime qui gouverne, mais un vide qui s'étend — un vide institutionnel, économique et humain.

L'ILLUSION DE LA STABILITÉ

Les talibans ont voulu se présenter comme les garants d'un ordre retrouvé après vingt ans de guerre et de corruption. Ils ont fait croire à une forme de stabilité : plus de combats ouverts, des routes sûres pour les convois, un État sans contestation apparente. Mais cette stabilité n'est qu'un trompe-l'œil. L'absence de conflit ne signifie pas la paix ; l'absence d'opposition ne signifie pas le consensus. Ce qu'ils appellent « stabilité » n'est que la paralysie d'un pays soumis à la peur. Et même cette carte est en train de brûler : les attaques de l'État islamique, la montée de la criminalité et les tensions frontalières avec le Pakistan montrent à quel point leur emprise est précaire.

UN ÉTAT SOUS PERFUSION HUMANITAIRE

L'Afghanistan vit aujourd'hui sous assistance respiratoire. Ce ne sont ni les ministères talibans ni leurs administrateurs religieux qui nourrissent la population, mais les agences humanitaires : le PAM distribue la farine, l'OMS gère les cliniques, les ONG locales assurent le minimum vital. Les talibans prétendent diriger un État souverain, mais dépendent d'une aide étrangère qu'ils méprisent idéologiquement et exploitent politiquement. C'est un paradoxe fondamental : leur survie dépend de la charité internationale, alors même qu'ils rejettent les principes qui la fondent — égalité, inclusion, éducation.

LA FIN DES INFRASTRUCTURES

Les vestiges de la République se délitent. Les barrages construits dans les années 2000 s'ensavent. Les routes se fissurent. Les hôpitaux manquent de matériel, les écoles d'électricité. Ce délabrement silencieux est plus éloquent qu'un rapport d'ONG : il montre l'incapacité structurelle du régime à entretenir

ce qu'il n'a pas bâti. Par ailleurs, les coupes dans le soutien du Pakistan aux talibans, de plus en plus perceptibles, menacent l'édifice d'un effondrement encore plus rapide. Sans financement stable ni légitimité populaire, l'existence politique et militaire des talibans est plus fragile qu'il n'y paraît.

Afghanistan : point de situation décembre 2025

Ce rapport d'analyse, basé sur les données de l'ONU, du CICR, de la Banque mondiale et de l'ONUDC, offre une vue d'ensemble des crises interconnectées qui gangrènent l'Afghanistan fin 2025. Il constitue l'une des synthèses les plus rigoureuses disponibles sur la situation actuelle.

Quatre ans après la prise de pouvoir des talibans en août 2021, l'Afghanistan est confronté non pas à une seule crise, mais à un ensemble de crises interdépendantes qui se renforcent mutuellement. La situation fin 2025 révèle un état de fragilité systémique où les dimensions politique, humanitaire, économique et sécuritaire s'entremêlent pour créer un cycle de détresse et d'isolement.

L'INSTITUTIONNALISATION D'UN RÉGIME D'EXCLUSION

La crise afghane prend racine dans la nature même du régime. La consolidation du pouvoir autour du chef suprême Haibatullah Akhundzada et l'imposition d'une vision radicale de la charia ne sont pas de simples mesures répressives, mais la construction délibérée d'un nouvel ordre juridique et social. Le ministère de la Justice a officiellement déclaré « annulé » l'ensemble du corpus juridique pré-août 2021. La Stratégie nationale de développement 1404-1408 érige la charia en fondement unique du droit, de la gouvernance et de l'économie — un document dans lequel les femmes et les filles sont structurellement invisibles.

Le principal outil de contrôle social est le Ministère de la Propagation de la Vertu et de la Prévention du Vice (PVPV), dont le mandat a été étendu au traitement des personnes souffrant de troubles mentaux — un prétexte pseudo-médical pour détenir tout individu jugé « déviant ». Les données de l'UNAMA pour juillet-septembre 2025 révèlent : 456 cas d'arrestations arbitraires, 44 cas de mauvais traitements documentés, 242 châtiments corporels publics dont 48 femmes et 3 mineurs. Des centaines d'hommes ont été arrêtés à Kandahar pour avoir la barbe taillée ; des barbiers ont été emprisonnés à Kunar.

LA CRISE HUMANITAIRE : 22,9 MILLIONS DE PERSONNES DANS LE BESOIN

22,9 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire en 2025 (ONU)

9,5 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë

1,2 million d'enfants sans traitement contre la malnutrition

1,6 million de retours forcés du Pakistan et d'Iran en 2025

27 % seulement des fonds humanitaires requis ont été reçus

422 centres de santé fermés faute de financement

L'ÉCONOMIE : ENTRE RUINE RURALE ET NARCO-TRAFIC

L'économie afghane a reculé de près d'un tiers depuis août 2021. Plus de 85 % de la population vit sous le seuil de pauvreté selon le PNUD. L'interdiction de la culture du pavot, bien que statistiquement réelle (production en baisse de 32 %), a détruit les moyens de subsistance de millions d'agriculteurs sans offrir d'alternative viable : l'opium peut générer jusqu'à 17 000 \$/ha contre 800 \$/ha pour le blé. Plus de 40 % des terres arables sont laissées en jachère. Face à ce vide, une nouvelle économie criminelle émerge : la méthamphétamine, produite à partir de la plante d'Éphédra locale, remplace progressivement l'opium avec des conséquences encore plus déstabilisatrices.

LE TOURNANT JURIDIQUE : LA CPI ÉMET DES MANDATS D'ARRÊT

Le 8 juillet 2025, la Cour Pénale Internationale a émis des mandats d'arrêt historiques contre Haibatullah Akhundzada et Abdul Hakim Haqqani pour crimes contre l'humanité de persécution fondée sur le genre. Cette décision reconnaît que les actes de répression ne sont pas des abus isolés mais relèvent d'une politique étatique délibérée. Elle place les États qui dialoguent avec les talibans devant une contradiction morale et juridique qui complique désormais toute tentative de normalisation ou de reconnaissance du régime.

Mise à jour mensuelle sur la sécurité en Afghanistan — mai 2025

En mai 2025, le régime taliban a intensifié son emprise par la centralisation autoritaire, l'application idéologique et la répression ciblée. Cette évaluation mensuelle dissèque six dimensions majeures du régime.

CONSOLIDATION DU LEADERSHIP ET DIVISIONS INTERNES

Le mollah Hibatullah Akhundzada est sorti exceptionnellement actif, se rendant à Kaboul et Kandahar pour renforcer l'unité idéologique et affirmer un contrôle direct sur les opérations financières et de renseignement. L'autorité fiscale a été transférée à Kandahar, court-circuitant les structures bureaucratiques traditionnelles. Ces mesures signalent une centralisation, mais soulignent également les tensions entre les dirigeants de Kandahar, le réseau Haqqani et les ministères de la sécurité — fractures internes qui pourraient se révéler décisives en cas de pression extérieure soutenue.

TALIBANISATION STRUCTURELLE DE LA SOCIÉTÉ

En mai 2025 uniquement, 46 nouvelles madrassas ont été établies dans 9 provinces. Plus de 21 000 madrassas fonctionnent désormais avec plus de 3 millions d'élèves. Dans le même temps, 800 centres d'alphabétisation pour filles soutenus par l'ONU ont été fermés à Logar, Paktia et Panjshir. Des châtiments corporels publics ont eu lieu dans 16 provinces : 105 hommes et 11 femmes ont été fouettés pour des « crimes moraux » présumés — relations extraconjugales, vol, consommation d'alcool, fuite du domicile conjugal. La représentation d'images humaines a été interdite dans 18 provinces.

MANŒUVRES RÉGIONALES : LA QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

Les talibans cultivent des liens pragmatiques avec la Russie, la Chine, l'Iran et l'Inde pour contourner leur isolement mondial. Cette stratégie reste transactionnelle et prudente. Les préoccupations profondes des puissances régionales — terrorisme, radicalisation, alignement géopolitique — continuent de limiter la portée de la confiance. Le ministre russe de la Défense a déclaré fin mai que plus de 20 groupes terroristes opèrent depuis le sol afghan. Le paradoxe demeure entier : les mêmes États qui s'alarment du terrorisme afghan continuent de dialoguer avec le régime qui l'abrite.

La sécurité sous l'ère talibane : la criminalité a augmenté de 60 %

Mohammad Shah Amiri, 24 ans, employé d'Afghan Wireless Telecom, fut abattu dans une ruelle de Faizabad le soir du 1er janvier. Les forces de renseignement talibanes arrivèrent rapidement — mais refusèrent d'abord de le transporter à l'hôpital, affirmant que « ce n'était pas leur responsabilité ». Il mourut en chemin. L'auteur reste inconnu. Moins d'un mois plus tard, deux de ses proches ismaéliens furent tués dans un magasin à quelques mètres du même lieu. Des sources locales affirment que les Ismaéliens du Badakhshan sont systématiquement ciblés depuis le retour au pouvoir des talibans.

Ces assassinats illustrent une réalité que les chiffres officiels des talibans eux-mêmes confirment. Les données de l'Autorité nationale des statistiques contrôlée par les talibans, obtenues par Afghanistan International, révèlent une augmentation globale de 60 % des affaires criminelles entre 2021 et 2025. Les vols ont doublé. Les enlèvements persistent — 224 cas enregistrés en quatre ans. Les meurtres ont augmenté de 15 %. La Banque mondiale note que les talibans ont pourtant dépensé environ 96,9 milliards d'afghans pour la sécurité sur les neuf premiers mois de 2025.

« En vingt ans de République, j'ai perdu un téléphone. Sous le régime taliban, deux ont été volés. »
— Un habitant de Kaboul

Bismillah Taban, ancienne responsable des enquêtes criminelles au ministère de l'Intérieur, explique que les talibans ont remplacé les professionnels formés par des clercs et des spécialistes des explosifs. De nombreux crimes ne sont jamais signalés, par peur et méfiance. Les statistiques talibanes sont « fortement censurées et incomplètes ». Depuis près de quatre ans et demi, les porte-parole talibans refusent de répondre aux questions sur les assassinats ciblés ou de divulguer les procédures judiciaires.

Massacres ethniques au Panjshir

Le Panjshir, seule région à avoir résisté aux talibans après août 2021, a payé un prix terrible pour son refus. Ce rapport documente les exécutions extrajudiciaires, les arrestations massives et les disparitions forcées documentées par Amnesty International et l'UNAMA.

La province du Panjshir, bastion historique de la résistance dirigée par Ahmad Massoud, a été soumise à une répression systématique depuis la prise de pouvoir des talibans. Les rapports d'Amnesty International et des Nations Unies ont documenté une série de violations graves : exécutions extrajudiciaires de combattants du Front national de résistance (FNR) après leur capture, tortures avant exécution, arrestations et détentions arbitraires massives servant de sanctions collectives, et disparitions forcées dont les familles ignorent encore le sort.

Amnesty International, dans son rapport de juin 2023 intitulé « Your Sons Are In The Mountains », a révélé plusieurs cas d'exécutions collectives filmées par les talibans eux-mêmes. En janvier 2022, des talibans ont tué 8 combattants du FNR et 4 civils dans une maison privée. En juin 2022, un membre présumé du FNR a été décapité. Des passages à tabac massifs ont été utilisés pour obtenir des informations sur la résistance. Internet a été coupé dans la province pendant les opérations militaires.

Malgré les preuves accumulées, les talibans n'ont montré aucune volonté de rendre des comptes. Les demandes officielles d'Amnesty International sont restées sans réponse. L'impunité totale laisse la voie libre à la poursuite des atrocités. La communauté internationale appelle à la création d'un mécanisme indépendant pour collecter et préserver les preuves — mais ce mécanisme tarde à se concrétiser.

Une stratégie ethnique assumée : pourquoi les talibans ciblent le Badakhshan

Le professeur Nazif Shahrani, universitaire afghan de renommée internationale, a alerté sur l'horreur en cours dans sa province natale du Badakhshan. Son témoignage, basé sur un appel reçu de son village de Shahran le 2 juillet 2025, révèle la violence méthodique des talibans contre les populations non-pachtounes — tadjikes et ouzbèkes — et l'existence d'une stratégie ethnique délibérée.

Dans la nuit du 1er au 2 juillet, le mollah Amanuddin, commandant taliban local, a mené une attaque sanglante contre Shahran avec des renforts venus du sud du pays. Bilan : huit morts, plus de cinquante blessés, des dizaines de jeunes hommes capturés pour avoir servi comme soldats sous le gouvernement républicain. Les talibans ont bloqué toutes les issues du village, empêché l'évacuation des blessés et imposé une terreur absolue aux familles.

*« Vous êtes tous des Ouzbeks, et nous allons venger Dasht-e-Leili. »
— Un officier taliban lors du massacre de Shahran*

Cette phrase glaçante révèle la nature du conflit : une vengeance ethnique instrumentalisée, faisant écho au massacre de Dasht-e-Leili en 2001. L'hostilité historique des talibans « pachtounes » envers le Badakhshan s'enracine dans leur volonté de briser les bastions tadjiks et d'éradiquer toute force susceptible de remettre en cause leur domination ethnique. Cette obsession explique l'acharnement contre le Badakhshan et le Panjshir, identifiés comme menaces à la suprématie qu'ils revendiquent.

Le professeur Shahrani dénonce la responsabilité des États-Unis, de l'OTAN et de l'ONU, dont les discussions à Doha offrent une légitimité internationale aux talibans, permettant au régime d'utiliser le prétexte de la « lutte antidrogue » pour massacrer des agriculteurs pauvres dans le nord, tandis que dans les zones pachtounes du sud, la production de pavot est tolérée.

Travail et chômage en Afghanistan

L'économie afghane s'est contractée de près d'un tiers depuis août 2021. Plus de 85 % de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté selon le PNUD. Le chômage, le sous-emploi et l'endettement des ménages touchent près de la moitié de la population — avec une acuité particulière pour les femmes et les ménages dirigés par des femmes.

85 % de la population sous le seuil de pauvreté (PNUD, 2023)

96 % des femmes auparavant actives sont désormais au chômage

22,9 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire en 2025

14,8 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë

1,46 million de retours forcés d'Afghanistan depuis le Pakistan et l'Iran en 2024

81 % des rapatriés déclarent n'avoir aucune compétence pour trouver un emploi (Save the Children)

Les sanctions économiques et le retrait des organisations d'aide au développement ont rendu quasi impossibles le travail journalier dans les grandes villes. La participation des femmes à la vie active est quasi nulle, à la suite des décrets d'interdiction du travail féminin. Cette exclusion massive du capital humain féminin détruit non seulement des vies individuelles, mais prive l'économie afghane de la moitié de ses capacités productives potentielles — une amputation économique sans équivalent dans l'histoire moderne.

Les retours massifs d'Afghans du Pakistan et d'Iran — plus d'un million par an — aggravent une situation déjà catastrophique. Presque la moitié des familles rapatriées déclarent qu'il n'y a pas d'emplois disponibles. Cette boucle infernale — pauvreté, retours forcés, surcharge des services inexistants, radicalisation potentielle — illustre comment la mauvaise gouvernance talibane génère des externalités qui touchent toute la région.

Pillage et ressources minières bradées

Depuis leur retour au pouvoir, les talibans exploitent intensivement les ressources naturelles afghanes et en vendent les produits sans transparence, sans redistribution et sans cadre légal. Le 4 novembre 2025, l'agence Bakhtar, contrôlée par les talibans, a annoncé la vente de 3 941 carats d'émeraudes extraites de la province du Panjshir pour 6 256 814 afghans — vendues à des commerçants locaux lors d'une vente aux enchères.

Cette transaction symbolise un phénomène bien plus large. L'Afghanistan possède l'un des sous-sols les plus riches d'Asie centrale : lithium, cuivre, fer, émeraudes, lapis-lazuli, terres rares. Des accords miniers ont été conclus avec la Chine, notamment pour le cuivre de Mes Aynak, et diverses entreprises régionales exploitent des sites auparavant sous contrôle international. Les revenus de ces exploitations alimentent les caisses du régime sans aucun mécanisme de contrôle ou de redistribution vers les populations.

L'éminence grise économique du régime, Haji Bashar Noorzai — l'ancien « Pablo Escobar afghan » libéré en 2022 dans un échange de prisonniers approuvé par Joe Biden — conseille Akhundzada, dirige la production de drogues synthétiques, négocie des contrats miniers avec la Chine et supervise les circuits financiers clandestins via le réseau hawala. Le pillage des ressources naturelles n'est pas un effet secondaire du régime taliban : c'est l'une de ses fonctions centrales.

La militarisation de l'eau

Kamal Khan, Kajaki, Qosh Tepa : les talibans tiennent désormais les vannes des grands fleuves afghans. Cette « diplomatie du robinet » n'est pas seulement un outil de pression régionale — elle consolide leur emprise interne et régule l'économie du pavot.

Depuis leur retour au pouvoir en 2021, les talibans ont fait de l'eau un instrument central de leur stratégie. En amont des grands fleuves, ils tiennent les vannes qui conditionnent l'avenir hydrique de l'Iran et de l'Asie centrale. À Nimroz, le barrage de Kamal Khan, inauguré en mars 2021, stocke 52 millions de m³ et irrigue plus de 170 000 hectares. Pour Kaboul, il symbolise la souveraineté retrouvée sur le Helmand. Pour Téhéran, c'est une menace directe : les marais de Hamoun, essentiels à la survie du Sistan iranien, dépendent de ces débits.

Le traité Helmand de 1973 accorde à l'Iran 22 m³/s de débit régulier — soit environ 820 millions de m³ par an. Mais ce texte, rarement appliqué, reste l'objet d'interprétations divergentes. Depuis 2023, les tensions se sont accrues, ponctuées d'accrochages frontaliers. Les talibans ont utilisé cet accès à l'eau comme monnaie d'échange pour obtenir de Téhéran une coopération sur d'autres dossiers — gestion des flux migratoires, régulation du trafic de stupéfiants, relative stabilité frontalière.

Au nord, le canal de Qosh Tepa — projet d'envergure destiné à irriguer le nord de l'Afghanistan — prélève directement dans l'Amou-Daria, fleuve vital pour l'Ouzbékistan et le Turkménistan. L'eau est devenue une arme douce mais redoutablement efficace : elle se négocie contre de l'électricité, du commerce, voire une reconnaissance diplomatique implicite. Elle permet aussi aux talibans de réguler l'accès à l'irrigation comme instrument d'allégeance politique dans les zones rurales.

Quand les talibans détournent le Coran

Contrairement à une idée répandue, la charia n'est pas un texte unique figé mais un processus jurisprudentiel né entre le VIII^e et le Xe siècles. Les sources premières — Coran et sunna — ont été interprétées par des maîtres de fiqh selon des méthodes qui combinaient littéralisme, analogie (qiyâs), consensus (ijmâ') et la théorie des finalités (maqâsid), qui exige de protéger la vie, la raison, la religion, la propriété et la filiation. Cette architecture implique qu'aucune application n'est légitime si elle détruit ces cinq valeurs.

Le mouvement taliban, né dans les madrasas deobandies du Pakistan, s'appuie sur le madhhab hanafite mais en écarte le pragmatisme historique au profit d'une lecture littérale inspirée par la rigueur hanbalite et la mouvance salafiste. À cet héritage s'ajoute le code tribal pashtun (Pashtunwali). Le résultat est une hybridation où l'interdit religieux se confond avec l'arbitraire tribal, donnant une normativité ultra-restrictive qui nie l'ijtihâd contemporain et rejette l'idée de maqâsid comme outil de réforme.

VIOLATION SYSTÉMATIQUE DES CINQ MAQÂSID

Vie : Blocage de l'accès aux soins obstétricaux faute de médecins femmes ; malnutrition aiguë chez 3,2 millions d'enfants. **Raison** : Élimination de l'éducation féminine et purge des programmes scientifiques jugés « occidentaux ». **Propriété** : Confiscations de maisons d'anciens fonctionnaires, taxation arbitraire des agriculteurs. **Filiation** : Mariages forcés de mineures, enfants séparés de familles déplacées. **Religion** : Persécution des chiites, des ismaéliens, et de tout musulman n'appartenant pas à l'école hanafite stricte.

En instrumentalisant la religion pour légitimer des pratiques qui violent les principes islamiques eux-mêmes, les talibans commettent une trahison à la fois politique et théologique. Aucun autre État à majorité musulmane dans le monde n'impose pareille proscription de l'enseignement féminin. Aucun autre régime ne légalise aussi explicitement l'esclavage et les châtiments corporels au nom de la charia. Ce que les talibans pratiquent n'est pas l'islam — c'est une idéologie de contrôle social habillée en piété.

Talibans et Khmers rouges : deux totalitarismes dans le rejet du savoir et de la liberté

Ils n'étaient pas faits pour se rencontrer, et pourtant ils se répondent à travers le temps. Les talibans qui contrôlent l'Afghanistan depuis août 2021 et les Khmers rouges qui dirigèrent le Cambodge de 1975 à 1979 partagent plus qu'un autoritarisme brutal : ils incarnent deux formes radicales de totalitarisme idéologique, où la société est remodelée de force, le savoir éradiqué et la liberté supprimée.

Les Khmers rouges, guidés par Pol Pot, prennent Phnom Penh en avril 1975. Leur objectif est immédiat : abolir l'ancien monde. Les villes sont vidées, l'argent interdit, la propriété privée supprimée, les écoles fermées, la religion bannie. En quatre ans, près de deux millions de personnes périssent. Les talibans, revenus au pouvoir en 2021, imposent leur Émirat islamique en réservant à une interprétation rigoriste de l'islam le rôle que le maoïsme jouait pour Pol Pot : la justification totale du contrôle social.

POINTS COMMUNS FONDAMENTAUX

Dans les deux cas, la prise du pouvoir est suivie d'une destruction méthodique de l'ordre social antérieur — perçu comme impur, corrompu ou infidèle. Les deux régimes veulent transformer l'homme, l'arracher à ses attaches familiales et culturelles pour le refaçonner à l'image de leur dogme. Les deux utilisent la terreur diffuse comme mode de gouvernement. La « chasse aux femmes mal voilées » des talibans n'est pas une simple affaire vestimentaire : elle permet, comme les rondes nocturnes des Khmers rouges, un contrôle social total.

Une différence essentielle : là où les Khmers rouges se sont repliés dans une autarcie sanglante, les talibans cherchent activement une reconnaissance internationale — tout en violant systématiquement les principes que cette reconnaissance suppose. Cette hypocrisie stratégique rend le régime taliban plus dangereux à long terme, car il exploite les règles d'un système international qu'il méprise pour se légitimer et survivre.

PARTIE 2

L'éducation sacrifiée & l'enfance brisée

22 972 madrassas contre 269 écoles modernes. Les talibans fabriquent délibérément une génération incapable de les renverser.

6 ARTICLES

Éducation sacrifiée, idéologie renforcée : la stratégie talibane de formatage des esprits

Depuis 2021, les talibans ont méthodiquement démantelé le fragile système éducatif afghan au profit d'un projet de réislamisation autoritaire. Les données récentes révèlent une stratégie d'endoctrinement systématique sans précédent dans l'histoire moderne.

Dans la seule province du Panjshir, 200 classes communautaires ont été fermées, privant plus de 5 300 enfants d'éducation primaire. Ces classes représentaient parfois le seul espace d'apprentissage accessible aux filles. Dans la province de Paktia, 267 classes ont été démantelées et leur matériel transféré à des écoles coraniques. 200 enseignants ont été licenciés simultanément.

À l'université de Badakhshan, 36 enseignants ont été renvoyés, majoritairement des femmes titulaires de masters ou de doctorats. Leur seul tort : être femmes, ou avoir été identifiées comme critiques du régime. Cette purge académique vise à effacer toute forme de savoir autonome et toute présence féminine dans l'enseignement supérieur.

85 MADRASSAS POUR UNE ÉCOLE LAÏQUE

Le contraste est vertigineux. Depuis 2021, les talibans ont construit 22 972 madrassas contre seulement 269 écoles modernes — soit 85 écoles coraniques pour une école laïque. Plus de 87 000 postes ont été créés pour le personnel religieux, dont 74 000 déjà pourvus. Les étudiants y sont logés dans 420 dortoirs construits à cet effet. Dans ces institutions, le curriculum est uniformisé autour du Hadith, de la biographie du Prophète et de l'enseignement de l'islam taliban. Les mathématiques appliquées, la littérature mondiale, la philosophie et l'histoire moderne ont été supprimées ou réduites à leur expression minimale.

L'objectif du ministère de l'Éducation est explicite : implanter une madrassa dans chaque village et quartier. Ce réseau ne vise pas l'alphabétisation — il vise la création d'une base idéologique homogène et mobilisable. Dans un pays frappé par les sanctions et la crise climatique, la madrassa est souvent la seule institution capable d'offrir trois repas par jour et un toit. Ce « recrutement par la faim » transforme les enfants des zones rurales en obligés du régime.

L'Afghanistan sous l'empire des madrassas

Depuis le retour au pouvoir des talibans, le système éducatif n'est plus un service public : c'est le moteur principal de l'appareil de sécurité de l'Émirat. Les madrassas talibanes de 2026 ont intégré des modules de formation paramilitaire explicites. Une catégorie spécifique d'établissements de haut niveau enseigne les tactiques de guérilla (études de cas sur les vingt ans de guerre contre la coalition), le maniement des armes légères et, dans certains cas, l'utilisation de drones commerciaux à des fins de surveillance ou d'attaque. L'endoctrinement au martyr valorise psychologiquement l'attentat-suicide comme acte de bravoure suprême.

Les élèves — appelés talibs — sont organisés en unités quasi-militaires avec une chaîne de commandement calquée sur celle de l'armée. L'obéissance aveugle à l'Amir al-Mu'minin est la seule règle de droit reconnue. Cette militarisation de l'éducation constitue l'un des arguments les plus solides pour une classification terroriste des talibans par l'Union européenne : un régime qui forme des enfants au djihad armé dans ses institutions officielles ne peut être traité comme un partenaire politique légitime.

LES ARGUMENTS JURIDIQUES POUR LA CLASSIFICATION UE

L'institutionnalisation du recrutement militaire via les madrassas s'inscrit dans un cadre qui correspond point par point à la définition de l'organisation terroriste selon la Position commune 2001/931/PESC de l'UE. La demande du Parlement français de juillet 2025 pour classer les talibans sur la liste autonome de l'UE repose en partie sur cette réalité : un gouvernement qui endoctrine systématiquement des mineurs à la violence armée et les forme au jihad contre des nations tiers ne bénéficie d'aucune protection diplomatique ordinaire.

Comment nos enfants grandissent sous les talibans

L Afghanistan d'aujourd'hui est un pays où l'enfance, la jeunesse et les rêves sont devenus des concepts interdits. Sous le régime taliban, une génération grandit privée d'éducation, de liberté, de joie et d'avenir. Ce texte est le récit de la douleur de cette génération prise dans l'obscurité d'une idéologie extrémiste.

Dans notre pays, les portes des écoles sont fermées à des millions de filles et de garçons. Des enfants qui devraient apprendre l'alphabet aujourd'hui errent dans les rues ou travaillent de force dans des ateliers. Les talibans savent que le savoir est l'ennemi de la tyrannie. Quand nos enfants ne lisent pas et ne comprennent pas, ils ne posent pas de questions ni ne protestent — et c'est exactement ce que veulent les talibans.

Les loisirs sont un crime, la musique un péché, et le sourire est considéré comme de l'impudeur. Les cinémas sont éteints, les salons de coiffure fermés, les parcs vides de femmes et d'enfants. Une société privée de couleur, de son et de rencontres sombre dans le silence et l'isolement. Les filles et les femmes afghanes vivent dans une prison à l'échelle de leur pays : exclues de l'école, de l'université, du travail et même des promenades dans les parcs. Dans de nombreux cas, des adolescentes sont mariées contre leur gré à des hommes âgés ou à des combattants talibans. Ces mariages ne sont pas fondés sur l'amour, mais sur la force et l'idéologie.

Une société où rire est interdit s'effondrera tôt ou tard de l'intérieur. C'est peut-être là l'unique certitude que cette génération peut encore se permettre : que l'obscurité, si profonde soit-elle, ne dure jamais éternellement.

Les talibans et les enfants travailleurs : témoignage de Badam Bagh

Des sources affirment que les talibans à Kaboul rassemblent de force les enfants qui travaillent et les vendeurs de rue dans un centre de réhabilitation et de correction à Badam Bagh. Ces enfants risquent d'être victimes d'abus sexuels de la part de membres des talibans.

Un enseignant témoigne : « Un de mes élèves de troisième année a été absent pendant plus de 20 jours. Quand il est retourné en classe, des signes de peur et d'anxiété étaient clairement visibles sur son visage. Lorsqu'on l'a interrogé, il s'est mis à pleurer et a dit qu'il avait été emprisonné à Badam Bagh. » Selon cet élève, les talibans rassemblent les enfants qui vendent des marchandises dans la ville pour les « empêcher de travailler ». La nuit, des membres talibans sélectionnent les enfants selon leur apparence et les emmènent dans une autre pièce. L'enfant, présentant des signes de traumatisme psychologique, n'a pas dit grand-chose de plus.

Un rapport parallèle sur la prison d'Hérat indique que les talibans ont abusé sexuellement d'enfants dans cet établissement. Dans un cas, un jeune homme libéré s'est suicidé, laissant une lettre expliquant qu'il ne pouvait plus supporter les souffrances endurées en détention. Ces témoignages, difficiles à vérifier de manière indépendante, correspondent au schéma documenté par plusieurs organisations de droits humains sur les pratiques de détention talibanes.

Les enfants représentent 50 % des décès du séisme de Kunar

Le 31 août 2025, un puissant tremblement de terre frappe les provinces de Kunar et de Nangarhar dans l'est de l'Afghanistan. Bilan : plus de 2 164 morts, 3 428 blessés, 6 700 maisons détruites. Parmi les victimes, 1 172 enfants — soit plus de 50 % du total des décès. 45 enfants ont été séparés de leur famille et 271 sont devenus orphelins. Plus d'un demi-million de personnes ont été touchées, dont 263 000 enfants confrontés à des risques accrus.

« L'Afghanistan est une fois de plus sous le choc de la tragédie et les enfants sont au bord d'une crise qui s'aggrave. Derrière ces chiffres, il y a des enfants laissés seuls dans les décombres et des familles déchirées en un clin d'œil. »

— Dr Tajudeen Oyewale, Représentant de l'UNICEF en Afghanistan, 12 septembre 2025

Pour les femmes et les filles afghanes, la tragédie naturelle s'est doublée d'un crime politique. Faute de soignantes autorisées à exercer, faute de mahram pour franchir les portes des hôpitaux, des femmes sont mortes de blessures traitables. Des filles blessées ont refusé de se laisser soigner par des médecins hommes par peur des représailles talibanes. Le séisme est devenu un révélateur brutal de la manière dont l'apartheid de genre transforme chaque catastrophe naturelle en catastrophe humaine amplifiée.

Les enfants afghans et les exécutions publiques

Un homme accusé de meurtre a été exécuté en public par un enfant de treize ans dans un stade devant des milliers de spectateurs. Un enfant de treize ans qui tue quelqu'un devant des milliers de personnes, encouragé à le faire, aura un esprit et un cœur entraînés uniquement pour tuer. Il ne pensera plus qu'à ôter des vies. C'est l'effet taliban sur une génération.

Le 2 décembre 2025, les talibans ont procédé à leur douzième exécution publique depuis leur retour au pouvoir, dans le stade de la province de Khost, devant environ 80 000 personnes. L'ordre d'exécution a été signé par Akhundzada en personne. Les deux fils du condamné ont également été condamnés à mort — leur exécution a été reportée uniquement parce que les proches des victimes se trouvaient à l'étranger. Ces exécutions publiques, que les talibans présentent comme une mesure de « justice » et de « sécurité », constituent ce que les organisations de droits humains décrivent unanimement comme des tentatives de normaliser la violence et d'écraser toute résistance psychologique de la population.

Des activistes des droits humains exigent que la communauté internationale augmente la pression sur les talibans pour mettre fin à ces violations. Ils soulignent que l'absence d'action internationale constitue un signal clair envoyé aux bourreaux : l'impunité est garantie.

PARTIE 3

Le gynocide : légaler l'effacement des femmes

*Le terme dérange, mais il nomme avec précision ce
qui se passe depuis 2021 : la destruction
méthodique des femmes en tant que groupe social,
par la loi.*

8 ARTICLES

Le gynocide afghan : un crime en cours

Ce texte pose le terme qui dérange et qui s'impose pourtant : gynocide. Forgé par Andrea Dworkin et repris par des féministes comme Antoinette Fouque, il désigne la destruction méthodique des femmes en tant que groupe social. L'Afghanistan en est aujourd'hui le laboratoire mondial.

L histoire contemporaine de l'Afghanistan est faite de guerres, d'occupations et de rivalités régionales. Mais derrière ces convulsions spectaculaires s'en déroule une autre, moins visible et tout aussi dévastatrice : la guerre des talibans contre les femmes. Depuis leur apparition dans les années 1990 jusqu'à leur retour au pouvoir en 2021, les talibans ont fait de l'effacement des Afghanes non pas une mesure accessoire mais la matrice de leur pouvoir. Leur rage n'est pas accidentelle. Elle est systématique.

La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 ne protège que les groupes « nationaux, ethniques, raciaux ou religieux ». Cette limitation résulte d'un compromis entre États qui ont explicitement exclu les groupes politiques et les femmes. Pourtant, l'intention destructrice des talibans correspond parfaitement à l'esprit de la définition du génocide : il s'agit d'actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe — les femmes afghanes —, notamment par la « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

LES ARMES DU GYNOCIDE

L'éducation d'abord : interdire le lycée puis l'université aux filles, c'est condamner des générations entières à l'ignorance. L'Afghanistan est aujourd'hui le seul pays au monde où l'enseignement secondaire féminin est interdit, non par coutume mais par stratégie d'effacement. L'économie ensuite : priver les Afghanes du droit de travailler, fermer les ONG à leurs employées, dissoudre les salons de beauté, c'est confisquer l'autonomie financière. Le corps : le mahram obligatoire transforme chaque déplacement en supplice, chaque soin en obstacle. La santé : les talibans exigent des soignantes femmes mais interdisent leur formation. Chaque grossesse devient une roulette russe. La vie sociale enfin : parcs, bains, salles de sport fermés, voix et images féminines effacées des médias. La maison devient prison.

Le 1er septembre 2025, un séisme dévaste l'est du pays. Pour les Afghanes, la tragédie naturelle se double d'un crime politique : faute de soignantes autorisées, faute de mahram pour accéder aux hôpitaux, des femmes meurent de blessures traitables. Le séisme devient un gynocide par négligence.

Quelques jours plus tard, les talibans interdisent aux employées afghanes de l'ONU d'entrer dans leurs bureaux — humiliant l'institution internationale sur son propre sol. Ces deux événements confirment la nature du projet : pas une restriction, mais un programme d'éradication assumé.

ET POURTANT, LES AFGHANES REFUSENT DE DISPARAÎTRE

Cours clandestins, manifestations éclairs, textes et images diffusés à l'étranger : chaque geste devient acte révolutionnaire. Dans un régime d'effacement, persister à exister est déjà une gifle au projet taliban. Leur résistance révèle que le gynocide, contrairement au génocide physique, ne peut jamais être total tant que la moitié de l'humanité refuse de se taire. Nommer ce crime, c'est préparer la justice. C'est honorer celles qui résistent.

Répression systématique des femmes par les talibans

Alors que les statistiques de l'ONU indiquent qu'environ une femme sur trois dans le monde subit des violences au cours de sa vie, en Afghanistan, ce taux dépasse 90 % selon des rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch pour 2024-2025. Trouver une femme totalement épargnée est presque impossible. Ce taux catastrophique résulte d'une idéologie extrémiste, de l'effondrement des structures de soutien et de la pauvreté économique.

Plus de 840 cas de violences sexistes ont été enregistrés entre 2022 et 2024, incluant 332 meurtres de femmes et de filles. Ces violences sont souvent justifiées par des arguments tribaux et des interprétations erronées de l'islam. Le rapport des Nations Unies sur les droits des femmes (2025) montre que les restrictions ont entraîné une dépression, une anxiété et une augmentation massive des suicides. Les femmes afghanes représentent désormais plus de 70 % des cas de troubles mentaux. Plus de 96 % des femmes auparavant actives sont au chômage, ce qui crée une dépendance économique totale envers les hommes — aggravant mécaniquement la violence domestique.

L'Indice Femmes, Paix et Sécurité de 2023 classe l'Afghanistan comme le pire pays au monde pour la sécurité et la liberté des femmes. C'est le seul pays au monde où les filles et les femmes sont privées d'enseignement secondaire et universitaire, et où les femmes sont interdites d'exercer la plupart des emplois et de circuler librement. Cette crise, au-delà des frontières de l'Afghanistan, symbolise un échec mondial dans la protection des droits des femmes — et un avertissement pour tous les régimes qui observent avec envie ce laboratoire de la misogynie d'État.

Les talibans introduisent un nouveau code pénal

Le 4 janvier 2026, les talibans ont publié un nouveau Code de procédure pénale comportant 119 articles, 10 chapitres et trois sections — envoyé aux tribunaux provinciaux pour mise en œuvre immédiate, sans aucune annonce publique, sans débat national, sans procédure ouverte. C'est ainsi que les régimes autoritaires changent les règles : en secret, en espérant que tout le monde s'y conforme.

Le code divise la société afghane en classes : érudits religieux, élites, classe moyenne et classe inférieure. Les punitions dépendent du statut social, supprimant l'idée même d'égalité devant la loi. Il reconnaît le statut d'« esclave » comme catégorie juridique. Il donne au dirigeant taliban un contrôle total sur la vie et la mort — un article autorise « l'Imam » à approuver les exécutions de personnes jugées « corrompues » ou « hérétiques ».

« Ce code ne concerne pas la justice. Il s'agit de créer un système où l'État peut punir n'importe qui, à tout moment, sans explication. »

— Un membre de Rawadari, organisation afghane de défense des droits humains

Le code rend également criminel le fait de ne pas dénoncer les « réunions subversives ». Il impose des châtiments corporels aux enfants de dix ans pour avoir manqué la prière. Il punit les femmes qui quittent leur domicile conjugal sans permission. Il interdit la « danse » sans en définir les contours, permettant des arrestations arbitraires pour des activités culturelles ordinaires.

Le nouveau règlement pénal légalise l'esclavage, la violence et la répression des femmes

L'article 4(5) autorise les maris et les « maîtres » à infliger des châtiments corporels. L'article 9 instaure un régime de sanctions fondé sur le statut social : pour les oulémas, un avertissement verbal ; pour la classe inférieure, des coups de fouet pouvant atteindre 39 coups. L'article 15 reconnaît le statut d'« esclave » comme catégorie juridique au sein du système pénal.

L'article 32 stipule que si un mari frappe sa femme avec une violence causant fractures ou ecchymoses, il encourt 15 jours d'emprisonnement. L'article 70, lui, prévoit 5 mois pour quiconque fait combattre des animaux. La vie d'une femme vaut juridiquement moins que le bien-être d'un animal de combat. L'article 34 criminalise les femmes qui quittent leur domicile conjugal sans permission — même pour chercher refuge contre la violence domestique. L'article 58 prévoit la réclusion à perpétuité avec dix coups de fouet tous les trois jours pour toute femme accusée d'apostasie.

Ce règlement a été adopté deux jours avant la visite à Kaboul de la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies Rosemary DiCarlo — qui n'en a fait aucune mention publique. À ce jour, Richard Bennett, Rapporteur spécial de l'ONU sur l'Afghanistan, est le seul responsable onusien à avoir exprimé des préoccupations à ce sujet. Lorsqu'il est appliqué comme politique d'État, ce cadre de répression coordonnée peut constituer une persécution systématique relevant des crimes contre l'humanité au sens du Statut de Rome.

La violence domestique légalisée par les talibans

Le nouveau code pénal de 90 pages permet aux maris d'abuser physiquement de leurs épouses et enfants — tant que cela ne se termine pas par des « os cassés ou des blessures ouvertes ». La peine maximale pour les abus physiques n'est que de 15 jours de prison — uniquement pour les cas impliquant des fractures visibles. Mais même cette sanction dérisoire est quasiment inapplicable : les femmes doivent exhiber leurs blessures en public, chose impossible lorsqu'elles doivent rester entièrement couvertes. Elles doivent de surcroît se rendre au tribunal accompagnées d'un chaperon masculin — souvent leur propre agresseur.

Le code supprime les garanties de la loi sur l'Élimination de la Violence à l'Égard des Femmes (EVAW), introduite en 2009. Les talibans n'ont ni condamné ni interdit la violence psychologique ou sexuelle contre les femmes. La loi classe effectivement les épouses comme la « propriété » de leurs maris.

« Les implications de ce dernier code pour les femmes et les filles sont tout simplement terrifiantes. Les talibans ont compris, et compris correctement, que personne ne les arrêtera. La communauté internationale va-t-elle leur prouver le contraire ? »

— Reem Alsalem, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence à l'égard des femmes

La terreur sous le voile : violences physiques et rafles arbitraires

En Afghanistan, être une femme est devenu un motif de suspicion. Être une femme qui sort de chez elle sans burqa intégrale, c'est risquer l'arrestation, la détention, voire la torture. Les forces talibanes utilisent des dispositifs à impulsions électriques — non pas en cas de légitime défense, mais comme instruments d'intimidation, de châtimement et de répression du corps féminin.

Nafisa, 20 ans, arrêtée à Kaboul pour avoir porté un hijab jugé non conforme, a reçu une décharge électrique qui l'a fait s'effondrer. Inconsciente, elle a été emmenée et détenue dans une cellule glaciale avec d'autres femmes battues ou arrêtées pour « mendicité », « comportement immoral », ou simplement pour avoir été vues en compagnie d'un homme. Amnesty International qualifie ces dispositifs de « fondamentalement abusifs » et en appelle à leur interdiction mondiale.

Le 19 juillet 2025, des dizaines de jeunes femmes ont été arrêtées à Kaboul, dans le quartier de Tank-e-Til, faisant suite à l'arrestation de plus de cent femmes deux jours plus tôt, y compris dans des hôpitaux. Ces rafles sont particulièrement intenses dans les quartiers hazaras de l'ouest de Kaboul — population déjà marginalisée et ciblée par des discriminations ethniques. Le genre et l'ethnie se croisent pour renforcer les logiques d'oppression.

Lia n'a pas été tuée par le tremblement de terre de Kunar

Lia survécut au tremblement de terre lui-même — les débris de la maison l'écrasèrent mais sa vie ne fut pas emportée. Ce ne fut pas le cas de ses parents, de son frère et de sa petite sœur. Transportée à l'hôpital, à moitié consciente, elle découvrit que son foulard avait disparu. Un combattant taliban debout à côté du médecin lui dit d'une voix forte : « Dites à cette sauvage où se trouve son tchador. » Dans les heures qui suivirent, blessée, endeuillée, seule au monde, Lia dut négocier avec des hommes armés pour avoir le droit d'être soignée.

Son histoire illustre comment l'apartheid de genre transforme chaque catastrophe naturelle en catastrophe humaine doublée. Les restrictions de mouvement, l'obligation du mahram, l'interdiction pour les femmes de se faire soigner par des médecins hommes sans garde masculin — toutes ces règles s'appliquent avec la même brutalité dans les décombres qu'en temps ordinaire. Le séisme tue des gens. La discrimination sexuelle tue les survivantes. Lia n'a pas été tuée par le tremblement de terre de Kunar. Elle a été tuée par la discrimination sexuelle.

Le droit international en costume de scène — et les femmes sous les décombres

Dans les capitales occidentales, le « droit international » est devenu une formule réflexe. On le cite pour condamner, pour se protéger, pour signaler qu'on est du bon côté de l'Histoire. Mais à force d'être invoqué comme un slogan, il finit par servir d'alibi : une manière élégante de dire « nous avons fait notre part » sans rien changer au réel. Les femmes afghanes et iraniennes ne réclament pas un séminaire de doctrine. Elles réclament une vie normale.

Le 24 janvier 2025, des experts de l'ONU ont salué la demande du Procureur de la CPI visant des mandats d'arrêt contre Haibatullah Akhundzada et Abdul Hakim Haqqani pour crimes contre l'humanité de persécution fondée sur le genre. Et pourtant, sans arrestation, pas de procès. Sans coopération des États, pas d'arrestation. Les mandats deviennent parfois des actes de vérité sans conséquence immédiate pour ceux qui gouvernent par la terreur.

L'angle mort central : l'apartheid de genre n'est toujours pas un crime explicite en droit international. Le terme « apartheid » est déjà un crime en droit international — mais historiquement conçu autour d'un système de domination raciale, pas de genre. Cette zone grise permet aux bourreaux de transformer la violence en « débat ». Des experts de l'ONU demandent explicitement que l'apartheid de genre soit reconnu comme crime. On ne manque pas de diagnostics. On manque d'un verrou juridique clair. Trois chantiers s'imposent : nommer et codifier l'apartheid de genre dans le droit positif ; exécuter les décisions judiciaires avec des outils concrets ; et cesser de segmenter hypocitement les droits des femmes en les reléguant au rayon « valeurs » pendant que la « sécurité » est traitée ailleurs.

PARTIE 4

Afghanistan, sanctuaire du terrorisme mondial

*Talibans, Al-Qaïda, État islamique du Khorasan,
TTP, cartels mexicains : l'Afghanistan est
redevenu l'épicentre mondial du terrorisme.*

8 ARTICLES

Afghanistan : le cœur battant du terrorisme mondial

Le dernier rapport du Conseil de sécurité de l'ONU (S/2025/482, juillet 2025) confirme ce que les observateurs redoutaient : l'Afghanistan est désormais le centre de gravité de plusieurs groupes jihadistes capables de projeter leurs opérations bien au-delà de ses frontières.

L'État islamique au Khorasan (EIIL-K) s'impose comme la menace principale avec près de 2 000 combattants — principalement des Pachtounes et des volontaires d'Asie centrale. Il recrute sans relâche, y compris parmi des enfants endoctrinés dans des madrassas, et forme des mineurs de 14 ans à des opérations suicides. Disposant de plusieurs millions de dollars en réserve et exploitant cryptomonnaies et messageries chiffrées, l'EIIL-K combine souplesse opérationnelle et ambition transnationale.

Al-Qaïda, affaibli mais résilient, reste présent dans au moins six provinces afghanes. Ses dirigeants encadrent leurs affiliés, notamment Al-Qaïda dans le sous-continent indien (AQSI), et bénéficient de la protection implicite des talibans qui tolèrent leur présence. Le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) compte 6 000 combattants et bénéficie d'un soutien logistique depuis le territoire afghan. Ses liens avec Al-Qaïda et sa coopération avec l'EIIL-K et des groupes baloutches illustrent la porosité des alliances terroristes.

La présence de groupes ouïghours (ETIM/TIP) — jusqu'à 750 membres — représente une préoccupation spécifique pour la Chine. Leur rhétorique s'oriente de nouveau vers le « retour au Xinjiang pour le Jihad ». Les Talibans, officiellement adversaires de l'EIIL-K, tolèrent néanmoins la présence de groupes dont les objectifs anti-occidentaux convergent avec les leurs. Les camps du sud de l'Afghanistan, partagés entre le TTP et des factions baloutches, servent de plateformes communes d'entraînement.

Le triangle du terrorisme : Talibans, AQ et EI-K

Un consensus informel s'est formé selon lequel les talibans seraient devenus une organisation politique, Al-Qaïda un réseau effondré, et que la seule vraie menace serait l'EI-K. Cette vision est dangereusement réductrice. Les trois organisations forment un triangle de terrorisme islamique aux parties complémentaires. Elles partagent un triple objectif : établir un État islamique fondé sur la charia ; y parvenir par la terreur ; combattre l'Occident et les États-Unis.

Les principaux membres de l'EI-K ont une histoire de collaboration avec les talibans. Sanaullah, actuel chef de l'EI-Khorasan, et Salahuddin, responsable des opérations outre-mer, ont un passé dans le réseau Haqqani — dont le chef Sirajuddin Haqqani est ministre de l'Intérieur taliban. Après la chute de la République, les talibans ont libéré environ 4 000 membres de l'EI-K des prisons afghanes, créant immédiatement un effectif de 5 000 à 6 000 opérateurs sur le terrain.

Al-Qaïda se réorganise avec un soutien technique et financier des factions dures du régime iranien. L'organisation va bientôt se rebaptiser et réapparaître sous un nouveau visage. Hamza ben Laden — longtemps présumé mort — serait actif en Afghanistan, protégé par des centaines de combattants, et dirigerait la résurgence d'Al-Qaïda depuis ce sanctuaire. L'élimination de ses dirigeants ne peut être considérée comme une victoire décisive : le potentiel organisationnel et idéologique d'Al-Qaïda reste intact.

Le puzzle terroriste : rapport d'évaluation des réseaux

Au 29 août 2025, le paysage sécuritaire en Afghanistan se caractérise par une dynamique complexe de rivalités et d'alliances entre groupes militants. L'Afghanistan sous l'Émirat islamique demeure un épicode de l'activité terroriste mondiale et régionale. La confrontation entre le régime taliban et l'EI-K est le conflit principal qui façonne cette instabilité.

La menace de l'EI-K est devenue prédominante et représente un défi existentiel pour les talibans. L'EI-K recentre sa stratégie sur des attaques ciblées dans les zones urbaines pour saper la crédibilité talibane. Sur le plan technologique, les groupes terroristes exploitent désormais l'intelligence artificielle pour le recrutement, la propagande et la radicalisation — une nouvelle dimension de la menace qui rend leur détection bien plus difficile.

La réponse internationale est fragmentée. Les États-Unis, sous la nouvelle administration, ont adopté une approche transactionnelle — suspendant l'aide tout en cherchant une coopération ciblée avec les talibans pour des intérêts de sécurité nationale. La Chine, la Russie et l'Iran augmentent leur engagement pragmatique avec les talibans pour sécuriser leurs frontières et leurs projets d'infrastructure. Ce désalignement des politiques internationales renforce paradoxalement la position des talibans sans qu'ils aient à faire de concessions sur la gouvernance ou la sécurité.

Les cellules dormantes : l'Asie centrale face à une menace terroriste croissante

La conférence scientifique de la structure antiterroriste régionale de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS RATS), tenue à Tachkent en novembre 2025, a réuni des experts de l'ONU, de l'UE, de l'OTSC et d'Interpol. Leurs conclusions sont alarmantes : les groupes terroristes internationaux basés en Afghanistan cherchent à établir des « cellules dormantes » dans les pays d'Asie centrale.

Olarbek Sharshiyev, directeur du Comité exécutif de la structure antiterroriste, a averti que les groupes terroristes internationaux sont devenus plus actifs en Afghanistan et en Syrie, cherchant à recruter des membres dans la région. Des représentants d'Interpol ont déclaré à la conférence que les talibans déplaceraient des familles de combattants étrangers — notamment du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (IMU) — vers le nord de l'Afghanistan, y compris dans la vallée du Panjshir, pour militariser des zones stratégiques proches des frontières d'Asie centrale.

Le Tadjikistan, qui partage une frontière de 1 357 kilomètres avec l'Afghanistan, a signalé plusieurs incidents transfrontaliers : infiltrations armées, attaques de drones, tirs sur des travailleurs chinois. Ces incidents illustrent comment l'instabilité afghane « métastase » au-delà des frontières. La réponse collective des pays voisins se consolide dans ce que les experts appellent un « consensus de la peur » — une unité défensive née non pas de la confiance mais de la menace commune.

Le TTP construit des drones de combat à Logar

Le Département général du renseignement taliban a confié une ancienne base militaire de la police spéciale dans la province de Logar aux membres du Tehrik-e-Taliban Pakistan, où des instructeurs étrangers les forment à la fabrication de drones de combat. La base 333, située dans la région de Shakar Qala, équipée d'un aéroport avec une piste de 2 300 mètres, est devenue le plus grand centre de formation des combattants du TTP et d'Al-Qaïda.

Selon les informations disponibles, ces drones sont des copies d'un modèle d'une entreprise turque, capables d'opérations offensives. Des conseillers étrangers sont présents dans cette base, responsables de la formation à la construction et à l'utilisation de drones de combat. Cette information, si elle se confirme, représente une rupture stratégique : le terrorisme afghan ne se contente plus de bombs artisanales et d'attaques-suicides. Il intègre des capacités aériennes qui constituent une menace directe pour les pays voisins, notamment le Pakistan et l'Iran.

La base de la police spéciale 333 avait été construite et équipée en collaboration avec les forces britanniques. Elle disposait de tout l'équipement de formation et des installations militaires nécessaires à des opérations contre-terroristes complexes. Sa reconversion en centre d'entraînement pour des groupes terroristes constitue un symbole brutal de ce qu'a signifié le retrait occidental : laisser derrière soi des infrastructures militaires de qualité au service des ennemis qu'on avait combattus.

Alliances narco-terrorisme et cartels internationaux

Un accord secret aurait été conclu en juin 2025 aux Émirats arabes unis entre des émissaires talibans et Al-Qaïda d'une part, et des cartels de la drogue mexicains d'autre part. Ce marché porterait sur la vente de vastes stocks d'opium et d'héroïne afghans aux cartels mexicains pour un montant avoisinant 882 millions de dollars. Hafiz Anas Haqqani, Haji Bashar Noorzai et Hamza ben Laden y auraient joué des rôles centraux.

Derrière la vitrine de la « charia anti-drogue » — l'interdiction formelle de la culture du pavot décrétée en 2022 — les autorités talibanes ont restructuré l'économie illicite au profit de leurs propres réseaux. Cette prohibition soudaine a créé une raréfaction artificielle de l'opium, faisant exploser les prix : le kilo d'opium valait près de 750 \$ fin 2024, soit dix fois plus qu'avant l'interdiction. Environ 13 200 tonnes d'opium seraient en réserve, dont 60 % contrôlées par des exportateurs criminels affiliés aux talibans.

L'alliance avec des cartels latino-américains offre un partenariat gagnant-gagnant : les criminels mexicains diversifient leurs sources d'approvisionnement, et les narco-jihadistes afghans transforment leur opium en dollars. Un apport de 880 millions de dollars pourrait transformer les capacités logistiques d'Al-Qaïda — lui permettant de recruter, d'acheter des armes sophistiquées et de planifier des attaques internationales. L'Afghanistan taliban est devenu un « pôle économique et militaire de l'extrémisme transnational ».

Le terrorisme en Afghanistan : situation au 5 février 2026

Ces sources décrivent un Afghanistan redevenu sanctuaire terroriste sous le régime taliban, provoquant une vive inquiétude chez les pays voisins. Le sommet de Téhéran en décembre 2025 illustre l'isolement diplomatique des talibans, marqué par leur refus de participer face à un consensus régional croissant sur les menaces sécuritaires transfrontalières.

Al-Qaïda a adopté une stratégie de « patience stratégique », se concentrant sur une reconstruction silencieuse plutôt que sur des attaques spectaculaires. L'organisation opère dans au moins une douzaine de provinces, exploite des mines d'or et de pierres précieuses dans le Badakhshan et le Takhar pour se financer, et sert de centre de direction stratégique pour ses franchises mondiales — Afrique, Yémen, Asie du Sud.

PARTIE 5

L'embrasement Pakistan-Afghanistan

*En février 2026, le Pakistan a bombardé Kaboul.
Pour la première fois depuis des décennies, un
État frappe la capitale de son voisin en Asie du
Sud.*

7 ARTICLES

Les talibans nient officiellement héberger des groupes terroristes, tout en offrant des sanctuaires, des bases d'entraînement et des ressources à des organisations qu'ils soutiennent idéologiquement. Ce « jeu de l'autruche » permet au régime de maintenir des relations diplomatiques avec les puissances régionales tout en préservant ses alliances terroristes. Les mandats d'arrêt de la CPI, émis en juillet 2025, rendent cette hypocrisie désormais juridiquement indéfendable — mais politiquement, les États continuent de fermer les yeux.

CHAPITRE 34 · THE NATIONAL INTEREST · FÉVRIER 2026

Les talibans échouent à contenir le radicalisme en Asie centrale

Le 19 janvier 2026, un attentat lié à l'État islamique dans un restaurant chinois à Kaboul a tué sept personnes, dont un ressortissant chinois. Il a reçu une attention internationale limitée — mais il illustre que la menace n'est plus confinée aux frontières afghanes. Le nombre de madrassas est passé de 13 000 à 23 000 depuis le retour des talibans ; le nombre d'étudiants a doublé.

Khyber Pakhtunkhwa (Pakistan) a enregistré 2 331 décès en 2025, une augmentation de 44 % par rapport à 2024. En novembre 2025, une attaque de drone depuis le territoire afghan a tué trois ressortissants chinois dans la région du Khatlon (Tadjikistan). Quatre jours plus tard, des hommes armés venus d'Afghanistan ont tué deux employés de la China Road and Bridge Corporation. Pékin a publié une déclaration conjointe avec le Pakistan exhortant les talibans à prendre des « mesures concrètes et vérifiables ».

« Dans les décennies à venir, les menaces les plus mortelles pour la sécurité des États-Unis sont susceptibles de provenir d'États qui ne peuvent pas se gouverner adéquatement eux-mêmes ni sécuriser leur propre territoire. »

— Robert Gates, ancien secrétaire à la Défense américain

Pour les décideurs occidentaux, l'absence d'attaques récentes contre l'Europe ou les États-Unis a relégué l'Afghanistan à un problème moral gérable. Pour ses voisins, c'est devenu une urgence sécuritaire croissante. La stabilité, jugée de loin, paraît très différente — et bien plus sanglante — de près.

CHAPITRE 35 · FOREIGN AFFAIRS · JANVIER 2026

L'affrontement entre l'Afghanistan et le Pakistan

Le point de tension le plus inquiétant en Asie du Sud ne se situe pas entre les rivaux nucléaires Inde et Pakistan, mais à l'ouest, le long de la frontière afghano-pakistanaise. Le Pakistan a connu en 2025 son année la plus

meurtrière en une décennie : 699 attentats terroristes, une augmentation de 34 % par rapport à 2024. Depuis le retour des talibans en 2021, le TTP utilise le territoire afghan comme base arrière pour frapper le Pakistan.

Ce qui rend cette crise profonde, c'est qu'elle révèle l'effondrement d'un pacte historique. Le Pakistan a soutenu les talibans pendant des décennies, espérant s'assurer une « profondeur stratégique » face à l'Inde. Mais les talibans, se sentant victorieux après le retrait américain, rejettent la tutelle d'Islamabad. Ils contestent la ligne Durand, qu'ils considèrent comme une frontière coloniale illégitime. Ce retournement — la créature se retournant contre son créateur — est l'une des ironies les plus brutales de l'histoire régionale récente.

L'Inde a saisi cette fissure pour opérer un rapprochement spectaculaire avec les talibans : visites ministérielles, réouverture de l'ambassade à Kaboul, projets commerciaux. Pour Islamabad, qui accuse New Delhi de soutenir les insurgés baloutches, cette évolution est une source d'alarme existentielle. Une escalade totale entre l'Afghanistan et le Pakistan pourrait déclencher de nouveaux conflits entre l'Inde et le Pakistan — avec des implications nucléaires. Le monde ne peut pas se permettre de détourner le regard.

CHAPITRE 36 · ANALYSE GÉOPOLITIQUE · 2026

Escalade entre le Pakistan et l'Afghanistan : le point de rupture

La vague d'attaques coordonnées qui a secoué le Baloutchistan fin janvier 2026 a marqué un tournant brutal. L'« Opération Hero » revendiquée par l'Armée de Libération du Baloutchistan (ALB) a combiné attentats-suicides, tirs d'armes à feu et grenades quasi-simultanées contre des installations paramilitaires, des postes de police et une prison de haute sécurité à Mastung, d'où plus de 30 détenus ont été libérés. Plus de 190 morts en 40 heures. Pour Islamabad, le seuil de l'« intolérable » était franchi.

LA FIN DE LA DOCTRINE DE LA « PROFONDEUR STRATÉGIQUE »

La prise de pouvoir des talibans en 2021 a fait voler en éclats la doctrine pakistanaise de la profondeur stratégique. Se sentant victorieux, les talibans rejettent la tutelle d'Islamabad et contestent la ligne Durand. Plusieurs médiations ont échoué — Qatar, Turquie, Arabie saoudite — sans engagement ferme des talibans à neutraliser le TTP. La rhétorique s'est durcie : un porte-parole de la présidence pakistanaise a qualifié les talibans de « bêtes sans cervelle » ; l'armée a déclaré qu'il n'y avait « aucun gouvernement en Afghanistan ».

LA MENACE NUCLÉAIRE

Dans ce contexte d'insurrection généralisée, la sécurité des personnels et installations du programme nucléaire pakistanais est fragilisée. Cette vulnérabilité coïncide avec l'ambition persistante d'Al-Qaïda de se procurer des

armes de destruction massive. L'Afghanistan, redevenu sanctuaire sécurisé, offre un environnement propice au développement de telles capacités. Ce « pire scénario » n'est plus une simple hypothèse théorique.

CHAPITRE 37 · CACI ANALYST · MARS 2026

Le Pakistan déclare une « guerre ouverte » à l'Afghanistan

Le 27 février 2026, le ministre pakistanais de la Défense Khawaja Asif a formellement déclaré la guerre à l'Afghanistan. L'opération *Ghazab Lil Haq* (Fureur Juste) a ciblé des installations militaires talibanes à Kaboul — dépôts de munitions, quartiers généraux, base aérienne de Bagram — ainsi que des positions à Kandahar, Nangarhar, Paktika et Khost. Le Pakistan affirme avoir capturé 32 kilomètres carrés de territoire afghan pour établir une zone tampon.

C'est la première fois depuis des décennies qu'un État frappe la capitale de son voisin en Asie du Sud. Le département d'État américain a reconnu le droit du Pakistan à la légitime défense contre le terrorisme transfrontalier. L'UE a appelé à la désescalade sans condamner les opérations. Les États d'Asie centrale et la Russie se sont abstenus de critiquer Islamabad — signalant une acceptation tacite fondée sur la menace commune que représente le régime taliban.

Dans le nord de l'Afghanistan, la résistance dans la vallée du Panjshir menée par le NRF a compliqué le contrôle taliban. Les frappes pakistanaises contre des bases talibanes dans la vallée pourraient créer un espace pour que les groupes de résistance étendent leurs opérations. La pression économique s'accroît également : la suspension totale du commerce par le Pakistan a considérablement réduit les exportations afghanes, tandis que le conflit en Iran menace de fermer les routes d'importation alternatives.

CHAPITRE 38 · ANALYSE ORIGINALE · 2026

Le Pakistan contre les talibans : guerre ouverte, calculs dangereux, piège régional

L'affrontement ouvert entre le Pakistan et les talibans afghans constitue bien davantage qu'une crise frontalière. Il met à nu une contradiction historique longtemps contenue : le Pakistan est désormais en guerre contre l'architecture stratégique qu'il a lui-même contribué à produire. Cette guerre n'est pas seulement un affrontement entre deux pouvoirs voisins — c'est le moment où une puissance de l'ombre se heurte aux créatures qu'elle a fait naître.

Le bombardement près de Kaboul d'un site lié à l'ancien Camp Phoenix américain, reconverti en centre de traitement de la toxicomanie, résume à lui seul la superposition tragique des guerres afghanes. Derrière les mots « actifs

militaires », « sanctuaires » et « cibles », il y a des corps brûlés, des blessés, des familles qui ne savent plus si elles fuient la misère, la répression ou la guerre interétatique.

Le paradoxe central est que les talibans, incapables de gouverner justement et privés de légitimité démocratique, trouvent dans l'agression extérieure une ressource qu'ils ne peuvent produire seuls : la posture du défenseur national. Dans un pays saturé par la mémoire des invasions, cette grammaire patriotique reste puissante. En prétendant corriger l'histoire afghane par la force, Islamabad pourrait offrir aux talibans ce qu'ils cherchaient sans pouvoir le fabriquer : une occasion de se présenter comme le dernier rempart de la souveraineté afghane. Cette guerre ne promet aucun vainqueur. La tragédie afghane contemporaine tient peut-être à cela : chaque acteur prétend agir au nom de la sécurité ou de la stabilité, mais chacun contribue, à sa manière, à rendre l'horizon plus instable encore.

CHAPITRE 39 · LA LETTRE D'AFGHANISTAN · 2025-2026

Le Pakistan renverse la table : la fin du pacte avec les talibans

Depuis plusieurs mois, des lignes bougent autour de l'Afghanistan. Islamabad se détourne progressivement des talibans, tandis que l'opposition afghane reprend une place centrale dans les discussions régionales. Selon des sources citées par New Lines Magazine et Afghanistan International, le Pakistan explore désormais l'idée d'un changement de régime à Kaboul. C'est une rupture d'ampleur historique.

Le déclic serait venu du rapprochement spectaculaire entre l'Émirat taliban et l'Inde. Pour Islamabad, voir Kaboul se tourner vers New Delhi revient à perdre sa profondeur stratégique — une humiliation politique et militaire sans précédent. Après quatre décennies d'illusion sur son contrôle de Kaboul, le Pakistan découvre que sa créature lui a définitivement échappé.

Dans ce contexte, les deux figures les plus crédibles d'une alternative afghane structurée sont le général Yasin Zia (AFF) et Ahmad Massoud (NRF). L'AFF a produit un mémorandum de gouvernance précis — État de droit, administration décentralisée, armée restructurée, diplomatie fondée sur l'intérêt national. Ahmad Massoud articule un projet politique moderne : Afghanistan démocratique, pluraliste, où les femmes retrouvent pleinement leurs droits, fondé sur l'internationalisme juridique. Ce sont ces deux hommes qui forment aujourd'hui l'alternative la plus sérieuse à l'Émirat taliban.

CHAPITRE 40 · NEW LINES MAGAZINE · 2025

Le Pakistan cherche discrètement de nouveaux proxies en Afghanistan

En septembre 2024, le général Yasin Zia et Daoud Naji rencontraient un journaliste dans un restaurant de Londres. Le général, aux cheveux argentés, tentait d'afficher un certain optimisme malgré le fatalisme qui l'entourait. Il voyageait entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie centrale pour rallier des soutiens — « une tâche ingrate », avouait-il, dans un monde qui avait cessé de s'intéresser à l'Afghanistan.

Mais la situation a changé. Alors que la relation entre le Pakistan et les talibans s'est détériorée, le Freedom Front de Zia dispose peut-être d'une opportunité. Islamabad semble chercher, discrètement mais résolument, un nouveau partenaire afghan. Des figures de l'opposition ont été invitées début octobre à Islamabad. L'AFF aurait ouvert un bureau au Pakistan. La Russie, premier partenaire officiel des talibans, avait reconnu l'Émirat en juillet 2025 — un acte qui a choqué les capitales occidentales et illustré à quel point le jeu de légitimation internationale est désormais ouvert.

La leçon de fond que tire le journaliste : ce n'est pas l'attachement à des valeurs qui guide les États dans leur rapport à l'Afghanistan, mais le calcul stratégique à court terme. Islamabad mise sur une opposition qu'il a longtemps combattue. La Russie légitime un régime qu'elle redoute. L'Occident dialogue avec des criminels pour éviter de s'engager. Dans ce jeu d'intérêts contradictoires, les Afghans eux-mêmes restent l'enjeu et la victime.

CHAPITRE 41 · ANALYSE ORIGINALE · AVRIL 2026

Islamabad, capitale inattendue de la paix

En ce début avril 2026, le Field Marshal pakistanais Asim Munir ne dort pas. Il passe ses nuits au téléphone avec le vice-président américain JD Vance, l'envoyé spécial Steve Witkoff et le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi, tentant de conjurer l'embrasement régional déclenché le 28 février lorsque les États-Unis et Israël ont lancé une offensive surprise contre l'Iran, tuant le Guide suprême Ali Khamenei et fermant de facto le détroit d'Ormuz.

Pakistan a présenté l'« Accord d'Islamabad » — une proposition de cessez-le-feu suivie d'un cadre de règlement en quinze points. Trump lui-même a publiquement salué cet effort. Radio Pakistan annonçait que Washington suspendait ses frappes. L'Iran a autorisé vingt navires battant pavillon pakistanais à transiter par le détroit bloqué.

Cette séquence stupéfie quiconque suit le Pakistan depuis vingt ans. Car ce même État, il y a moins de six semaines, bombardait des positions talibanes à Kaboul. Ce même Asim Munir, médiateur de paix salué par Washington, est l'architecte des frappes sur l'Afghanistan. La transformation est vertigineuse. Le Pakistan bombarde aujourd'hui ce qu'il a passé trente ans à construire — et négocie la paix là où il a lui-même tiré. Cette phrase résume avec une brutalité désarmante la trajectoire de l'État pakistanais : un État qui a fait du double jeu son mode d'existence, et qui découvre, à ses dépens, que le double jeu finit

PARTIE 6

Le grand jeu régional

*Russie, Chine, Iran, Inde, États-Unis, Turquie :
chaque puissance joue sa partition sur l'échiquier
afghan. Les Afghans restent l'enjeu et la victime.*

5 ARTICLES

toujours par vous revenir comme un boomerang.

CHAPITRE 42 · LA LETTRE D'AFGHANISTAN · OCTOBRE 2025

Afghanistan 2025 : le pion du nouveau « Great Game »

Le septième « Moscow Format » du 7 octobre 2025, présenté comme une rencontre pour soutenir un « Afghanistan indépendant et pacifique », a offert une scène éclatante de rivalités géopolitiques. Chaque acteur régional — Russie, Iran, Pakistan, Inde, Chine — est venu avec ses propres calculs, transformant l'Afghanistan en simple décor d'un jeu d'influence.

La Russie a occupé le devant de la scène avec un message sans équivoque : aucun pays étranger, et surtout pas les États-Unis, ne doit installer de base militaire en Afghanistan ou dans ses environs — visant directement les velléités américaines de reprendre pied à Bagram. Quarante ans après la retraite soviétique, Moscou prend sa revanche symbolique en accueillant le ministre taliban Muttaqi et en faisant flotter le drapeau de l'Émirat aux côtés des autres étendards nationaux.

Le point le plus marquant du sommet fut la confrontation ouverte entre le Pakistan et les talibans. Islamabad a exigé des mesures « vérifiables » contre les sanctuaires terroristes. La réponse de Muttaqi fut sèche : les véritables bases terroristes se trouveraient en dehors de l'Afghanistan — c'est-à-dire au Pakistan même. Ce jeu d'accusations symbolise une rupture historique : l'allié d'hier est devenu l'accusateur d'aujourd'hui. Le Pakistan découvre qu'il a enfanté un monstre qu'il ne contrôle plus. Pendant ce temps, l'Inde opère son rapprochement spectaculaire avec les talibans — trois visites ministérielles en trois mois, réouverture de l'ambassade — transformant le « Grand Jeu » en un jeu à six ou sept acteurs dont les intérêts se contredisent en permanence.

CHAPITRE 43 · ANALYSE · 2026

La traque transnationale des opposants afghans

Les assassinats ciblés d'anciens commandants afghans en Iran ne sont pas des incidents isolés : ils sont les symptômes d'une campagne de persécution systématique et transnationale. Les frontières ne constituent plus un rempart pour les opposants au régime de Kaboul. Dans la nuit du 24 décembre 2025, le général Ikramuddin Sari et le commandant Mohammad Amin Almas ont été abattus par des assaillants masqués dans le quartier de North Mofatteh à Téhéran. Le général Sari, ancien chef de la police des provinces de Takhar, Baghlan et Nuristan, avait reçu des menaces téléphoniques répétées avant d'être tué.

Ce modus operandi — menaces préalables, tir en pleine rue, absence de

réaction des autorités iraniennes — correspond à un schéma délibéré. En échange d'une gestion partagée de l'eau du bassin de l'Helmand, d'une régulation des flux de stupéfiants et d'une relative stabilité frontalière, l'Iran livre les résistants afghans à leurs bourreaux. Ce pacte transforme la République islamique d'Iran en annexe répressive du régime taliban, créant un corridor de terreur qui s'étend de l'Indou Kouch aux rives du golfe Persique.

Pour le résistant afghan, l'exil n'est plus synonyme de refuge, mais d'une attente anxieuse dans une salle d'attente à ciel ouvert, surveillée par deux régimes qui se serrent la main. Les technologies de surveillance modernes — souvent importées de puissances tierces — permettent d'identifier les dissidents même dans leurs communications chiffrées. Cette réalité exige une réponse internationale urgente : des visas de protection spécifiques pour les cadres de la résistance menacés en Iran et au Pakistan, et une pression diplomatique directe sur Téhéran.

CHAPITRE 44 · ANALYSE GÉOPOLITIQUE · 2026

L'axe Kaboul-Téhéran : la résistance afghane, clé d'un nouveau réveil démocratique

L'Iran abrite aujourd'hui près de six millions d'Afghans. Cette population est prise en étau entre deux régimes répressifs qui se serrent la main. Si les Afghans sont restés silencieux lors des révoltes du mouvement « Femme, Vie, Liberté » en Iran, ce n'est pas par désintérêt pour la cause démocratique : c'est par nécessité pure de survie. Pour un exilé afghan, s'opposer au régime des mollahs, c'est s'exposer à une expulsion immédiate vers les geôles talibanes.

Pourtant, cette population recèle un potentiel de changement immense. Soutenir la résistance afghane en Iran, c'est briser le monopole de la peur exercé par les deux régimes sur une population qui pourrait devenir le pont entre les aspirations démocratiques des deux peuples. Imaginez la puissance d'une jonction entre la jeunesse iranienne assoiffée de modernité et la résilience d'une diaspora afghane aguerrie par quarante ans de conflit. C'est cette alliance des peuples que les dictatures craignent par-dessus tout.

L'indifférence de l'Occident ne se paie pas seulement en vies afghanes : elle se paie en insécurité globale. L'Afghanistan est redevenu une base arrière pour Al-Qaïda. Sous couvert de prohibition de l'opium, les talibans ont opéré une transition industrielle vers la méthamphétamine — un narcotraffic qui inonde les marchés mondiaux. Ce régime est imperméable aux sanctions économiques classiques tant que son économie criminelle prospère. La passivité d'aujourd'hui prépare les attentats de demain et les crises migratoires de la décennie à venir.

CHAPITRE 45 · FOX NEWS DIGITAL · 2026

Les minorités ethniques iraniennes

pourraient être la clé du sort du régime

Les manifestations anti-régime qui secouent l'Iran révèlent le rôle potentiellement décisif des minorités ethniques iraniennes — qui représentent un peu moins de 50 % de la population. Azerbaïdjanais (24 %), Kurdes (8 à 17 %), Arabes et Baloutches sont des communautés qui n'ont jamais soutenu la constitution islamique de 1979 et se battent pour leurs droits depuis 47 ans.

« Les minorités ethniques représentent près de la moitié de la population iranienne, et aucune transition politique significative ne peut réussir sans elles. Les Kurdes ont des décennies d'expérience à résister à l'autoritarisme. Leur rôle n'est pas symbolique — il est structurel. »
— Sardar Pashaei, président de Hiwa

Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » a commencé dans les régions kurdes avec l'assassinat de Mahsa Amini, une jeune femme irano-kurde, en septembre 2022. Cette jonction entre la question des femmes et la question des minorités ethniques est précisément ce qui lie les destins afghan et iranien dans un même combat pour la dignité humaine et la démocratie pluraliste.

CHAPITRE 46 · LOWY INSTITUTE · 2025-2026

Comment l'unité occidentale face aux talibans se fracture discrètement

Vers la fin de 2025, les talibans ont enregistré une victoire diplomatique discrète. La fermeture de l'ambassade de l'ancien gouvernement républicain afghan à Tokyo marque comment les démocraties s'adaptent progressivement à la réalité politique de Kaboul. Le Japon est la première démocratie de l'alliance occidentale à démanteler formellement la présence diplomatique de l'État afghan d'avant 2021 — sans reconnaître les talibans, mais en supprimant le dernier obstacle institutionnel à la normalisation.

Les grandes démocraties se comportent de plus en plus comme si les talibans étaient une réalité durable. Le refus d'un visa américain à Ahmad Massoud, chef du NRF, et son exclusion d'un événement anti-taliban illustrent comment même la résistance symbolique est désormais considérée comme une complication inutile. Les gouvernements occidentaux ne montrent aucune approche cohérente — chacun improvisant ses réponses à la fatigue diplomatique et à la pression intérieure.

Pendant ce temps, les puissances régionales ont été décisives : la Russie a reconnu les talibans ; la Chine a poursuivi un engagement étendu avec échange d'ambassadeurs et expansion du commerce ; l'Inde a rouvert son ambassade à Kaboul. L'Afghanistan sous le régime taliban n'est pas isolé régionalement — il est stratégiquement intégré. La normalisation est déjà en cours. Faire semblant

PARTIE 7

La résistance se recompose

Cinq ans après la chute de Kaboul, l'opposition sort de la sidération. Des fronts militaires aux conférences de Cambridge et Vienne, une architecture politique prend forme.

10 ARTICLES

du contraire garantit qu'elle se déroule sans coordination, responsabilité ni directive. Le symbolisme sans stratégie n'offre aucun levier réel.

CHAPITRE 47 · TÉMOIGNAGE · 2025

Le point de vue d'un initié : à quoi ressemblait vraiment la lutte contre les talibans

Le monde voit les talibans et la guerre en Afghanistan principalement à travers le prisme occidental — une analyse souvent déconnectée de la réalité sur le terrain. Ce qui suit est le récit d'un ancien membre des forces spéciales de l'Armée nationale afghane. Il ne s'agit pas de propagande. Ce sont des vérités vécues.

Au cours des premières années, les talibans étaient dispersés, mal équipés et manquaient d'organisation. Après 2015, ils se sont reconstruits avec un soutien externe — une formation avancée et de meilleurs équipements. Les forces spéciales afghanes étaient très efficaces et souvent supérieures dans les engagements directs. Mais l'ANA régulière était un mélange de soldats avec une formation et un moral très inégaux. La corruption était un ennemi intérieur dévastateur. De nombreux soldats n'ont pas été payés à temps — leurs soldes réclamées par d'autres. Les talibans se retiraient et revenaient. Leurs racines logistiques et idéologiques, en particulier de l'autre côté de la frontière pakistanaise, sont restées intactes.

Ce témoignage d'insider révèle une vérité que les analyses géopolitiques oblitèrent souvent : la défaite de 2021 n'était pas inéluctable. Elle résulte de choix politiques — la corruption tolérée, le soutien pakistanais aux talibans ignoré, la cohésion ethnique de l'ANA sacrifiée aux compromis politiques, le retrait américain négocié sans garanties sérieuses pour les Afghans. Comprendre ces choix, c'est comprendre ce qui reste à faire pour ne pas répéter les mêmes erreurs.

CHAPITRE 48 · FRONT NATIONAL DE RÉSISTANCE · 2025

Attaques des fronts de la résistance contre les talibans

Les forces du Front de la Résistance Nationale ont mené dans la nuit du 6 août 2025 une opération complexe et ciblée contre un bastion taliban dans le district de Wulso Walayat de la province de Panjshir. À la suite de cette opération menée en deux phases — explosion de mine suivie d'attaques à la roquette — 17 membres des talibans ont été tués, dont le chef d'un poste de commandement des forces spéciales du ministère de la Défense, et 5 autres ont été blessés. Le bastion, considéré comme l'un des principaux centres talibans dans la région, a été complètement détruit.

Le 9 décembre 2025, les forces du NRF ont attaqué un véhicule transportant le commandant de la sécurité du district de Tashqurghan dans la province de Balkh : ce commandant et un commandant de bloc ont été blessés, plusieurs gardes tués. En octobre 2025, des forces de la résistance nationale ont attaqué un camion transportant des membres talibans dans le district de Kunduz, tuant un terroriste et en blessant deux autres. Selon le point de situation décembre 2025, les groupes de résistance ont revendiqué 41 incidents entre juillet et septembre 2025, dont 19 vérifiés par l'ONU. Ces opérations ne menacent pas encore le contrôle territorial des talibans, mais elles maintiennent une pression constante et démontrent la résilience d'une résistance que le régime ne parvient pas à éradiquer.

CHAPITRE 49 · AFGHANISTAN INTERNATIONAL · DÉCEMBRE 2025

L'AFF appelle à un processus politique international

Le 10 décembre 2025, pour marquer la Journée internationale des droits de l'homme, le Front de la Liberté d'Afghanistan (AFF) a publié une déclaration appelant à un processus politique international pour mettre fin au régime taliban et ouvrir la voie à un « système démocratique fondé sur le vote populaire ».

Selon l'AFF, quatre ans après la prise de pouvoir des talibans, le groupe viole systématiquement les droits fondamentaux de la population : droits à la participation politique, à la liberté d'expression, à l'accès à l'information, au travail, à l'éducation, à la circulation et à la justice. La déclaration critique également la communauté internationale et les Nations Unies, arguant que l'engagement politique avec les talibans, le manque de transparence dans l'aide humanitaire et l'accent mis sur la gestion de crise plutôt que sur sa résolution ont effectivement renforcé et prolongé le régime.

L'AFF condamne également les expulsions massives de réfugiés afghans depuis le Pakistan et l'Iran, et appelle les pays d'accueil à protéger les droits des réfugiés conformément au droit international. La déclaration s'inscrit dans un effort plus large de l'opposition afghane pour faire reconnaître sa légitimité et obtenir un soutien international structuré — non plus comme simple groupe de pression, mais comme interlocuteur politique crédible pour l'après-talibans.

CHAPITRE 50 · ALI-AHMAD BABAK · DÉCEMBRE 2025

Pourquoi le Front de la Liberté ne croit pas à la négociation avec les talibans

Une grande partie de la classe politique afghane reste piégée dans une illusion : que les talibans peuvent changer, négocier, ou être des partenaires politiques. Cette idée n'est fondée ni sur la réalité historique, ni sur trente ans

d'expérience. Les talibans n'ont jamais eu un seul exemple de négociation réelle avec les forces politiques afghanes.

Ils n'ont pas négocié avec Ahmad Shah Massoud — quand ce dernier a proposé un dialogue pour éviter le bain de sang, les talibans ont répondu par des obus et des attaques militaires. Ils n'ont pas négocié avec le professeur Burhanuddin Rabbani et le Haut Conseil pour la Paix — ils l'ont assassiné avec un kamikaze. Ils n'ont accepté aucun accord lors du format de Moscou. L'accord de Doha de 2020, signé avec les États-Unis, n'était pas une vraie négociation mais une capitulation occidentale qui leur donnait tout sans exiger de concessions réelles.

Cette compréhension profonde a permis au Front de la Liberté de ne pas se laisser entraîner dans des jeux politiques, et de renforcer sa position comme une alternative réelle. La résistance afghane qui réclame des droits, une constitution, des élections et un État de droit parle un langage que les talibans n'ont jamais compris et ne comprennent pas — parce que ce n'est pas leur langage. Leur seul langage est la force. Et c'est pour cette raison que la résistance doit continuer à la fois sur le plan militaire et diplomatique, sans jamais faire semblant qu'une paix négociée avec les talibans soit possible dans le cadre actuel.

CHAPITRE 51 · ANALYSE POLITIQUE · 2025

Sans allié mais sans compromission : la voie étroite de l'opposition afghane

Le 3 juillet 2025, la Russie de Vladimir Poutine a officiellement reconnu le régime taliban comme gouvernement légitime de l'Afghanistan. Nombre d'observateurs ont pointé la division de l'opposition afghane comme cause de ce basculement. Si les opposants aux talibans avaient parlé d'une seule voix, disent-ils, Moscou aurait peut-être reculé. Mais cette lecture ignore une réalité plus fondamentale : l'opposition afghane a évité l'irréparable en ne quémendant pas la reconnaissance d'un régime honni.

La Russie de 2025 n'est pas un acteur géopolitique neutre. Elle est accusée de crimes de guerre en Ukraine, d'ingérences massives dans les processus électoraux et d'élimination systématique des dissidents. Être soutenu par la Russie ne vaut rien. Pire : cela détruit toute crédibilité. Les opposants afghans auraient-ils pu continuer à parler de démocratie, de droits humains, de liberté, s'ils avaient été associés à Moscou ? Non. Ils auraient été immédiatement disqualifiés aux yeux des institutions internationales sérieuses.

C'est pourquoi la division de l'opposition afghane ne doit pas être lue uniquement comme un échec. Elle peut être ce qui l'a sauvée : en bloquant la formation d'un bloc opportuniste prêt à tout pour obtenir l'onction du Kremlin. En refusant de pactiser avec Moscou, l'opposition afghane a préservé l'essentiel : sa dignité. La voie étroite — sans allié compromettant, sans compromission sur

les valeurs, sans abandon de la cause démocratique — est la seule qui permette de construire une alternative crédible sur le long terme.

CHAPITRE 52 · ANALYSE ORIGINALE · 2026

La recomposition de l'opposition afghane après l'effondrement de la République

L'effondrement de la République afghane ne doit pas être lu comme une simple défaite militaire. C'est la conséquence d'un effondrement politique provoqué par l'accord de Doha de 2020, qui a écarté le gouvernement afghan, délégitimé ses institutions et vidé de sens le compromis de l'après-2001. À partir de 2024-2025, une recomposition commence à se dessiner autour de trois piliers :

- La **résistance armée** : le NRF d'Ahmad Massoud et l'AFF de Yasin Zia, représentés respectivement par Abdullah Khenjani et Dawood Naji ;
- La **société civile** : un réseau de femmes et de jeunes, notamment Nigara Mirdad, ancienne diplomate ;
- Un **cadre politique commun** formalisé à Vienne et Cambridge, incarné par Zalmay Nishat.

L'Europe mène une double politique contradictoire : soutien affiché à l'opposition d'un côté, réouverture de canaux de négociation avec les talibans de l'autre. L'Allemagne a autorisé des diplomates talibans dans des consulats à Bonn et Berlin. Paris, Bruxelles et Berlin insistent que ces contacts ne constituent pas une reconnaissance du régime — mais leur présence produit un effet de légitimation pratique. Il aura fallu cinq ans à l'Europe pour comprendre que cette double politique est contradictoire. Peut-on soutenir une opposition démocratique tout en négociant avec le pouvoir qui l'écrase ?

CHAPITRE 53 · LA LETTRE HEBDO · MARS 2026

Vienne, Cambridge, Europe : la recomposition d'une opposition afghane nouvelle

De Ahmad Massoud à Yasin Zia, de Fawzia Koofi à Shukria Barakzai, les noms qui réapparaissent aujourd'hui dans les conférences, les diasporas et les réseaux civiques disent quelque chose de neuf : l'opposition afghane recommence à avoir des visages. Cinq ans après la chute de Kaboul, elle sort enfin de la sidération.

Les conférences de Vienne et de Cambridge ont permis de faire ce qui manquait le plus depuis 2021 : produire un cadre de convergence. À Vienne se sont retrouvés Ahmad Massoud, Yasin Zia, Rangin Dadfar Spanta, Mohammad Mohaqiq, Fawzia Koofi, Khalid Pashtoon et Rahela Dostum. La présence de ces personnalités ne dissout pas les désaccords, mais signale quelque chose

d'important : l'opposition afghane ne se réduit plus à une juxtaposition d'exils silencieux. Elle produit des visages, des espaces de délibération et un vocabulaire commun autour de principes essentiels : restauration de l'État de droit, transition politique, gouvernance inclusive, place des femmes, respect des minorités.

La diaspora afghane joue ici un rôle majeur. En France, en Allemagne, au Royaume-Uni, elle agit comme interface entre les réalités du terrain et les institutions européennes. Elle traduit, contextualise, alerte, relie. Elle a rendu possible la transformation d'un ensemble fragmenté d'acteurs afghans en interlocuteurs audibles dans les arènes internationales. C'est peu à l'échelle d'une tragédie qui dure depuis des décennies. Mais c'est déjà davantage qu'une survie : c'est le début d'une architecture politique.

CHAPITRE 54 · CAMBRIDGE AFGHANISTAN SERIES · FÉVRIER 2026

Des groupes proposent une feuille de route de transition politique

La Comprehensive Composite Roadmap (CCR), développée dans le cadre de la Cambridge Afghanistan Series et portée par la Mosaic Global Foundation, représente la première tentative sérieuse depuis 2001 de fusionner les feuilles de route des principales forces anti-talibanes en un projet cohérent. Le Groupe de travail a rassemblé les propositions du Processus de Vienne, du NRF, de l'AFF, du Conseil national de résistance, du Mouvement de la Confiance nationale, de l'Assemblée Mehr, du Parti citoyen d'Afghanistan et de plusieurs autres mouvements — et les a intégrées en une seule feuille de route unifiée.

Ses auteurs affirment que les documents montrent environ 90 % de chevauchement sur les principes fondamentaux, formant un « consensus chevauchant ». La feuille de route repose sur trois valeurs non négociables : le peuple afghan doit choisir son gouvernement ; les droits humains doivent être respectés ; l'égalité — y compris entre les sexes — doit être garantie. Elle propose une transition dirigée par l'ONU pour remplacer le régime taliban par un système de gouvernance légitime, pluraliste et fondé sur les droits.

Cette initiative est historique. Pour la première fois, les principales forces d'opposition afghane ont produit ensemble un projet de gouvernance plutôt que de simplement s'opposer. La question n'est plus de savoir si les Afghans sont capables de s'unir — ils l'ont fait. La question est de savoir si la communauté internationale est prête à reconnaître cette alternative et à la soutenir concrètement.

CHAPITRE 55 · ELIZABETH CAZAUX · 2025

Islamabad et l'opposition afghane : espoir fragile ou nouveau piège ?

La conférence « Towards Unity and Trust », organisée à Islamabad en août 2025, a réuni anciens responsables de la République déchue, figures de la société civile, militantes féministes et représentants de la résistance armée. C'est la première rencontre publique de forces anti-talibanes organisée par le Pakistan depuis 2021.

Pour Islamabad, le message est clair : il ne considère plus les talibans comme l'unique option politique en Afghanistan. La réaction des talibans a été immédiate : Kaboul condamne cette réunion, y voyant une ingérence directe et une trahison. Côté diaspora, les réactions sont partagées. Certains saluent une bouffée d'oxygène. D'autres dénoncent une instrumentalisation : après avoir imposé les talibans, Islamabad prétend se réinventer en médiateur.

Le Pakistan reste très prudent : il ne souhaite pas être perçu comme un acteur direct d'un conflit prolongé, ni encourager la fragmentation de l'Afghanistan. Mais la convergence entre une feuille de route politique claire issue de Vienne et de Cambridge, une opposition structurée et une réorganisation potentielle de la zone frontalière dessine un scénario dans lequel les fronts civils et militaires du nord pourraient reconstituer une base de résistance durable. La question demeure : le Pakistan est-il un allié sincère de la démocratie afghane, ou un acteur qui cherche simplement un nouveau proxy plus docile que les talibans ?

CHAPITRE 56 · SMALL WARS JOURNAL · JANVIER 2026

L'ombre de Lawrence : comment la résistance afghane peut renverser les talibans

Quatre ans après le retour des talibans, le régime est confronté à un effondrement économique croissant, une aliénation ethnique profonde et des pressions internes et externes persistantes. S'appuyant sur les « Vingt-sept articles » de T.E. Lawrence, cet essai examine comment des forces anti-talibans fragmentées pourraient adopter une campagne axée sur la mobilité et la population pour éroder progressivement le contrôle taliban.

Le régime présente trois lignes de fracture majeures : une fracture interne entre Kandahar idéologique et Kaboul pragmatique, qui s'intensifie sous pression extérieure ; une fracture ethnique et sociale, où la répression des Hazaras, Tadjiks, Ouzbeks et femmes génère un réservoir profond de mécontentement ; une fracture économique, avec des finances qui s'épuisent sous l'effet des sanctions et de la guerre avec le Pakistan.

La stratégie proposée repose sur cinq piliers : commandement unifié de la résistance ; guerre indirecte de harcèlement plutôt que confrontation frontale ; gouvernance parallèle dans les zones libérées ; opérations d'information ciblées ; soutien occidental à faible impact — partage de renseignements, armes de précision, formation des exilés. L'histoire des mouvements de résistance réussis montre qu'une combinaison de volonté interne et de soutien externe discret

PARTIE 8

La diaspora et les réponses internationales

*Depuis que l'Afghanistan a disparu des écrans,
c'est la diaspora qui a maintenu la flamme — et
qui est devenue un acteur stratégique à part
entière.*

4 ARTICLES

peut faire basculer des régimes apparemment invincibles. Un soutien extérieur calibré constitue la voie la plus viable pour empêcher la consolidation permanente des talibans.

CHAPITRE 57 · LA LETTRE D'AFGHANISTAN · 2026

La diaspora afghane, dernier espace politique libre

Depuis la chute de la République afghane en août 2021, l'espace politique intérieur a été fermé, la société civile réduite au silence et toute forme d'opposition étouffée. Pourtant, la voix afghane s'est déplacée. Elle a quitté Kaboul, Hérat et Mazar-e-Charif pour renaître à Paris, Londres, Berlin, Toronto, Washington, Doha, Istanbul et Douchanbé. La diaspora afghane, longtemps perçue comme hétérogène et incapable de s'unir, est devenue l'un des acteurs les plus déterminants de l'avenir du pays.

Ce basculement est structurel. La diaspora détient désormais ce que le pays ne possède plus : la liberté de s'exprimer, la capacité d'agir, les compétences techniques, les réseaux diplomatiques, les ressources économiques et l'accès aux institutions internationales. Elle concentre l'expérience politique de l'ancienne République, l'énergie militante de la société civile, la créativité de la nouvelle génération, la légitimité morale des victimes et la mémoire des luttes passées.

Le véritable tournant se produit en 2024-2025. Alors que la communauté internationale continue d'affirmer que « l'opposition afghane est trop divisée pour être un interlocuteur », un phénomène historique se produit discrètement : les principales forces anti-talibanes en exil commencent à s'unifier autour d'une vision commune. La Cambridge Massoud Conference et le Vienna Process aboutissent à une feuille de route politique partagée à plus de 90 %. Pour la première fois depuis 2001, l'opposition afghane produit un projet cohérent de transition post-talibans. Cette évolution bouleverse la logique classique : la question n'est plus de savoir si les Afghans sont capables de s'unir, mais si la communauté internationale est prête à reconnaître une alternative politique légitime aux talibans.

CHAPITRE 58 · ANALYSE ACADÉMIQUE · 2025-2026

L'influence de la diaspora afghane : réseaux, lobbying, réussites et échecs

La diaspora afghane est une entité complexe et hétérogène, façonnée par plus de quarante années de conflits incessants. Son origine remonte à la guerre soviéto-afghane de 1978. La crise de 2021 a généré une nouvelle vague importante vers l'Occident : environ 100 000 Afghans relocalisés aux États-Unis et au Canada, et 380 000 en Europe. Cette nouvelle cohorte se distingue des

vagues précédentes : l'effondrement rapide du gouvernement a forcé à l'exil une élite — fonctionnaires, universitaires, militants pour les droits des femmes, journalistes, professionnels qualifiés.

Le lobbying afghan est un phénomène de crise, émergeant avec force en réponse à des menaces existentielles. La prise de pouvoir des talibans en 2021 a agi comme un puissant catalyseur, provoquant une prise de conscience et une « auto-mobilisation » sans précédent. La présence de leaders qualifiés en exil a profondément modifié la composition de la diaspora dans les pays d'accueil, introduisant de nouvelles dynamiques politiques.

Les réseaux de lobbying afghan ont obtenu des résultats significatifs : sensibilisation des parlements européens à la cause des femmes afghanes, résolutions condamnant l'apartheid de genre, maintien de la pression pour une inscription des talibans sur la liste terroriste de l'UE. Leurs principaux défis restent la fragmentation interne, la concurrence des urgences (Ukraine, Gaza, Indo-Pacifique) et le risque d'instrumentalisation par des acteurs étatiques aux agendas contradictoires. La diaspora fonctionne à la fois comme cerveau, poumon, mémoire et cœur politique de l'Afghanistan.

CHAPITRE 59 · RAPPORT JURIDIQUE · 2025-2026

L'inscription des talibans sur la liste autonome des organisations terroristes de l'UE

Une confusion fréquente règne sur les sanctions européennes contre les talibans. Les talibans sont déjà sanctionnés par l'UE — mais indirectement, via la transposition des résolutions onusiennes (régimes 1988 et 1267). La demande du Parlement français de juillet 2025 vise l'inscription du mouvement taliban *en tant que tel* sur la liste autonome de l'UE (Position commune 2001/931/PESC), au même titre que le Hamas ou le PKK — ce qui permettrait de criminaliser tout soutien au régime et de cibler l'entité politique elle-même.

Le verrou juridique a sauté le 23 janvier 2025 : le Procureur de la CPI a requis des mandats d'arrêt contre les dirigeants talibans pour crimes contre l'humanité de persécution fondée sur le genre. Cette action fournit la « décision d'autorité compétente » que requiert l'article 1.4 de la Position commune pour justifier l'inscription. L'inscription apporterait trois changements concrets : assécher le financement du régime en gelant les avoirs de l'entité « Émirat islamique » ; rendre politiquement coûteuse toute normalisation par des États tiers ; renforcer les dossiers d'asile des femmes afghanes en Europe.

Elle est juridiquement possible. Elle est politiquement nécessaire. Elle transformerait les talibans de « gouvernement de fait sous sanctions » à « organisation terroriste officielle », coupant court à toute tentative de réhabilitation internationale. Ce que la communauté internationale accepte de faire maintenant déterminera ce que d'autres régimes se permettront de faire

demain.

CHAPITRE 60 · RAPPORT POUR L'UE · FÉVRIER 2026

Rapport pour une classification terroriste par l'Union européenne

Le système éducatif afghan n'est plus un service public : c'est le moteur principal de l'appareil de sécurité de l'Émirat. Le ministère de l'Éducation a officiellement entamé un plan visant à implanter une madrassa dans chaque village et quartier — non pas pour l'alphabétisation, mais pour la création d'une base idéologique homogène et mobilisable. Dans un pays frappé par les sanctions et la crise climatique, la madrassa est souvent la seule institution capable d'offrir trois repas par jour et un toit. Ce « recrutement par la faim » transforme les enfants des zones rurales en obligés du régime.

Les madrassas talibanes de 2026 ont intégré des modules de formation paramilitaire : tactiques de guérilla, maniement des armes, endoctrinement au martyre, utilisation de drones. Les talibs sont organisés en unités quasi-militaires avec une chaîne de commandement calquée sur celle de l'armée. Cette militarisation de l'éducation, combinée avec les mandats d'arrêt de la CPI pour crimes contre l'humanité, constitue l'argumentaire juridique le plus solide pour une classification terroriste par l'UE. Un régime qui forme des enfants au djihad armé dans ses institutions officielles et qui est poursuivi par la CPI pour crimes contre l'humanité ne peut être traité comme un partenaire politique. Il doit être traité pour ce qu'il est : une organisation terroriste au pouvoir.

L'Afghanistan nous regarde

Ces soixante articles, écrits entre 2025 et 2026, partagent une certitude commune : l'Afghanistan n'est pas un problème lointain, résolu ou gérable. C'est un miroir. Un miroir qui nous renvoie l'image de ce que nous sommes capables de faire — ou de ne pas faire — quand une société entière est plongée dans les ténèbres sous nos yeux.

Ce que ces textes décrivent, c'est un régime qui a échoué à gouverner sur presque tous les plans, mais qui a réussi sur un seul : la destruction méthodique. Les femmes afghanes ont été effacées de l'espace public, juridiquement réduites à des biens, privées d'éducation, de liberté de mouvement, de parole et d'existence civile. Ce n'est pas une dérive — c'est un projet. Délibéré, méthodique, codifié dans les 119 articles d'un règlement pénal promulgué en secret. Les enfants grandissent dans des madrassas qui les forment au jihad plutôt qu'à la connaissance. Les minorités ethniques sont massacrées. Les ressources naturelles sont pillées. Et l'eau elle-même est devenue une arme géopolitique.

Ce que ces textes décrivent, c'est aussi une menace active pour la sécurité mondiale. L'Afghanistan est redevenu le sanctuaire d'Al-Qaïda, de l'EI-K, du TTP et d'une douzaine d'organisations terroristes régionales. Un accord narco-jihadiste avec des cartels mexicains injecte des centaines de millions de dollars dans le terrorisme international. Le TTP fabrique des drones de combat dans d'anciennes bases militaires américaines. La guerre ouverte avec le Pakistan redistribue les équilibres régionaux d'une manière dont les conséquences sont encore imprévisibles.

Mais ce que ces textes décrivent également, c'est une résistance. Une résistance qui se recompose patiemment et laborieusement depuis les salles de conférence de Vienne et de Cambridge jusqu'aux montagnes du Panjshir. Une résistance portée par des femmes qui ont transformé leur exclusion en engagement politique mondial, par des militaires qui ont refusé la capitulation, par des intellectuels qui ont choisi l'exil actif plutôt que le silence, par une diaspora qui a transformé sa dispersion en force stratégique. Cette résistance mérite d'être soutenue — non pas par charité, mais par intérêt bien compris : parce que l'alternative à une Afghanistan démocratique, c'est une Afghanistan comme sanctuaire terroriste, comme État d'apartheid, comme foyer d'instabilité pour les décennies à venir.

La communauté internationale a souvent choisi le pragmatisme au détriment des principes. Elle a dialogué avec les talibans, normalisé leur présence diplomatique, conditionné son aide sans jamais exiger de résultats réels. Elle a regardé s'effondrer les droits des femmes en déclarant « des préoccupations ».

Elle a laissé s'installer un apartheid de genre en débattant de sa qualification juridique précise. Elle a fermé les yeux sur les massacres ethniques. Elle a financé une aide humanitaire dont une partie alimente le régime qu'elle prétend contraindre.

Ce recueil ne prétend pas avoir toutes les réponses. Mais il pose avec force quelques questions qui ne peuvent plus être esquivées : Jusqu'à quand tolérerons-nous qu'un régime légalise l'esclavage et appelle ça la charia ? Jusqu'à quand financerons-nous, sous couvert d'aide humanitaire, un régime qui utilise cet argent pour consolider son pouvoir de répression ? Jusqu'à quand traiterons-nous l'apartheid de genre comme une question de « valeurs culturelles » plutôt que comme un crime contre l'humanité ? Jusqu'à quand permettrons-nous que les Afghans en exil soient assassinés à Téhéran, pendant que nous dialoguons avec leurs bourreaux ? Jusqu'à quand laisserons-nous une génération entière d'enfants être formée au jihad dans des madrassas financées par des ressources afghanes qui appartiennent au peuple afghan ?

L'Afghanistan nous regarde. Et la manière dont nous répondons — ou dont nous nous dérobons — dira quelque chose d'essentiel sur ce que nous sommes vraiment. Sur la valeur réelle, et non proclamée, que nous accordons à la dignité humaine, à la démocratie, et à l'idée que les droits des femmes sont des droits humains — partout, tout le temps, sans exception culturelle ni compromis géopolitique.

Ce recueil a été construit sur soixante voix. Celle d'un général en exil à Londres. Celle d'une jeune femme électrocutée dans une rue de Kaboul. Celle d'un enfant de treize ans transformé en bourreau. Celle d'un soldat qui raconte les guerres de l'intérieur. Celle de juristes, de chercheurs, de journalistes et de militants qui, malgré tout, continuent de documenter, d'analyser et de refuser l'oubli. Ces voix méritent d'être entendues. Elles méritent d'être suivies d'actes.

Ce recueil rassemble soixante articles écrits entre 2025 et 2026. Les analyses, opinions et témoignages exprimés dans chaque chapitre sont ceux de leurs auteurs respectifs. Ils ont été compilés, organisés et contextualisés dans cet ouvrage collectif.